

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LE CANADA ET SES RELATIONS AVEC L'AFRIQUE DE L'OUEST DANS UN
CONTEXTE DE TURBULENCE GÉOPOLITIQUE MARQUÉE PAR L'AVÈNEMENT DE
RÉGIMES MILITAIRES ET L'ÉMERGENCE DE L'ALLIANCE DES ÉTATS DU SAHEL

TRAVAIL DE RECHERCHE DIRIGÉ BIDISCIPLINAIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

IBRAHIMA DOUMBIA

MAI 2026

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

Faculté de science politique et de droit

Le présent mémoire intitulé

*LE CANADA ET SES RELATIONS AVEC L'AFRIQUE DE L'OUEST DANS UN CONTEXTE
DE TURBULENCE GÉOPOLITIQUE MARQUÉE PAR L'AVÈNEMENT DE RÉGIMES
MILITAIRES ET L'ÉMERGENCE DE L'ALLIANCE DES ÉTATS DU SAHEL*

Présenté par

IBRAHIMA DOUMBIA

A été évalué par le jury composé de

Michèle Rioux

Direction de recherche

Évaluateur

François roch

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce document diplômant se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév. 04-2020). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

La rédaction du présent travail de recherche a été rendue possible grâce au concours de plusieurs personnes auxquelles nous souhaitons exprimer notre profonde gratitude.

Nous adressons tout d'abord nos sincères remerciements à la professeure Michèle Rioux, directrice de recherche, pour l'encadrement rigoureux et bienveillant dont elle a fait preuve tout au long de ce travail. Malgré ses nombreuses obligations académiques, elle n'a ménagé aucun effort pour nous accompagner, notamment par la pertinence de ses conseils, sa grande disponibilité et son exigence scientifique. Nous lui en sommes profondément reconnaissants.

Nous exprimons également notre gratitude au professeur François Roch, qui a accepté d'évaluer ce travail avec rigueur et professionnalisme, en dépit de ses nombreuses obligations professionnelles et personnelles.

Nous tenons aussi à remercier l'ensemble de l'administration de l'Université du Québec à Montréal ainsi que le corps professoral, pour la qualité de la formation offerte et la rigueur académique dont nous avons bénéficié.

Enfin, nous souhaitons témoigner notre reconnaissance à toutes les personnes qui, de près ou de loin, ont apporté leur soutien matériel, moral et intellectuel tout au long de la réalisation de ce travail de recherche.

DÉDICACE

À la mémoire de mon frère Souleymane Bamba

À mon Père et mon frere ainé, Vacaba
DOUMBIA ainsi qu'a toute la fratrie.

A mon épouse Abibata Kadiyogo

Au Dr Touré Boubacar.

A mon ami et frère Dr Abdoulaye Son.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	ii
DÉDICACE.....	iv
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES	vii
RÉSUMÉ	viii
ABSTRACT	ix
INTRODUCTION	1
Méthode et structure	9
CHAPITRE 1 LES BOULEVERSEMENTS RÉCENTS EXTERNES ET INTERNES	12
1.1 Régions et contexte géopolitique mondial.....	12
1.11 Bouleversements nationaux et régionaux.....	18
CHAPITRE 2 ANALYSE DES POLITIQUES ETRANGÈRES CANADIENNES ET LEURS LIMITES.....	26
2.1 L'évolution de la politique étrangère des gouvernements successifs du Canada envers le continent africain et leurs centres d'intérêt principaux	26
2.1.1 diplomatie canadienne face aux régimes militaires ouest-africains	30
2.1.2 Les relations de coopération avant l'avènement des régimes militaires et la montée des tensions.....	32
2.2 Les relations de coopération entre le Canada et les États du sahel après l'avènement des régimes militaires et l'escalade des tensions	36
2.2.1 Les conséquences des sanctions internationales et leurs implications géopolitiques : cas du Mali	39
2.2.2 Le pragmatisme politique norvégien est une source d'inspiration pour Ottawa.....	40
CHAPITRE 3 LES CONTRAINTES STRUCTURELLES DE LA DIPLOMATIE CANADIENNE	43
3.1 La guerre en Ukraine comme révélateur de l'alignement structurel canadien.....	44
CHAPITRE 4 PERSPECTIVES, SCÉNARIOS ET PROPOSITIONS POUR LA COOPÉRATION ET LA DIPLOMATIE CANADIENNE.....	47
4.1 Scénario 1 : Maintien d'une diplomatie normative dans un monde polarisé	47
4.2 Scénario 2 : Adaptation pragmatique du Canada à la multipolarité et aux BRICS+.	48
4.3 Opportunités pour le Canada dans un monde multipolaire.....	50
4.2 Risques et contraintes.....	51
CONCLUSION	53

BIBLIOGRAPHIE58

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

CEDEAO : Communauté Économique des États de l’Afrique de l’Ouest.

AES : Alliance des États du Sahel.

BRICS+ : Organisation composée du Brésil, Russie, Inde, Afrique du Sud et plus.

UA : Union africaine.

ZLECAF : zone de libre-échange continental africain.

PSOP : Programme pour la stabilisation et les opérations de paix

OTAN : Organisation du Traité nord-atlantique.

PIB : Produit Intérieur brut.

UEMOA : Union Économique et Monétaire ouest-africain.

G7 : Groupe de sept pays les plus industrialisés

G20 : Groupe des vingt pays les plus industrialisés

OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques

ONUDC : Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

MINUSMA : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali

ONU : Organisation des Nations unies.

RÉSUMÉ

Ce travail de recherche dirigé porte sur la coopération entre le Canada et l'Afrique, l'Afrique de l'Ouest et particulièrement la nouvelle alliance des États du Sahel. Il explore l'impact ou les conséquences géopolitiques et diplomatiques dans un contexte mondial particulier marqué par une contestation accrue de l'ordre libéral et/ou néolibéral issu de la Seconde Guerre mondiale par plusieurs acteurs mondiaux à l'instar des BRICS+, dont le leadership est ouvertement assumé par le couple sino-russe sur la scène internationale. Il met en exergue le recul d'un dispositif puissant, fondement idéologique et structurel de l'influence occidentale et le rejet de sa diplomatie normative assimilée à une forme d'ingérence politique, conditionnelle et néocoloniale.

Le rejet vigoureux prononcé par l'Alliance des États du Sahel (Mali, Burkina Faso et le Niger), une confédération issue de la fragmentation de l'organisation sous-régionale, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). L'émergence des régimes militaires s'est accompagnée par une augmentation significative de la rhétorique anti-impérialiste et anticoloniale occasionnant la montée en puissance des puissances rivales de l'Occident, comme la Russie et la Chine, transformant la sous-région en un terrain de rivalités des puissances mondiales. En dépit du fait qu'il n'a aucun passé colonial avec l'Afrique, le Canada, une puissance moyenne inséré dans le bloc occidental, promoteur et défenseur intraitable des valeurs du libéralisme démocratique, voit indirectement son influence et ses marges de manœuvre diplomatiques se réduire de façon drastique. Ottawa a la possibilité de remonter en puissance diplomatiquement en Afrique de l'Ouest et dans les pays de l'AES par sa capacité à reformer sa diplomatie en répondant à la commande ou à la demande locale de ses partenaires.

Ce présent travail de recherche fournit des pistes et des recommandations qui permettront au Canada de rebondir.

Mots clés : Coopération; Neocolonialism Néocolonialisme; BRICS+; Occident; Afrique-Postcolonialisme; Alliance des États du Sahel; CEDEAO; Insécurité.

ABSTRACT

This supervised research project focuses on cooperation between Canada and Africa, exploring its geopolitical and diplomatic impacts and consequences within a specific global context—one characterized by the BRICS+ bloc's growing challenge to the liberal and/or neoliberal order established in the wake of the Second World War. On the international stage, leadership of this challenge is openly assumed by the Sino-Russian axis. The study highlights the waning of Western influence and the rejection of its normative diplomacy—which is often perceived as a form of political, conditional, and neocolonial interference.

This rejection has been vigorously articulated by the Alliance of Sahel States (Mali, Burkina Faso, and Niger)—a confederation born out of the fragmentation of the traditional sub-regional organization, the Economic Community of West African States (ECOWAS). The emergence of military regimes in the region has been accompanied by a significant surge in anti-imperialist and anti-colonial rhetoric, facilitating the rise of powers rivaling the West—such as Russia and China—and thereby transforming the sub-region into an arena for global power rivalries.

Canada—a middle power with no colonial past, firmly embedded within the Western bloc, and an unwavering proponent and defender of democratic liberal values—finds its influence and diplomatic room for maneuver indirectly and drastically curtailed. However, Ottawa possesses the opportunity to reassert its diplomatic standing in West Africa and within the AES member states by demonstrating the capacity to reform its diplomatic approach, thereby responding effectively to the specific needs and demands of its local partners.

This research project offers avenues and recommendations designed to enable Canada to regain its footing.

Keywords : Cooperation; Neocolonialism; BRICS+; The West; Africa; Postcolonialism; Alliance of Sahel States; ECOWAS; Insecurity.

INTRODUCTION

Le Canada est un acteur clé de la scène internationale avec qui le continent africain entretient des liens de coopérations multisectorielles solides depuis soixante-dix (70) ans (Canada, 2024). L'Afrique abrite la population la plus jeune du monde avec une classe moyenne qui connaît la croissance la plus rapide, c'est un continent engagé dans un dynamisme remarquable. (Canada, 2024) La quantité inestimable de ses ressources vitales est un puissant levier stratégique dans un contexte fondamentalement caractérisé par une rivalité accrue entre les vieilles puissances impériales et/ ou impérialistes (Montréal (IEIM), 2025).

Dans sa récente stratégie pour l'Afrique de mars 2025 (Gouvernement du Canada, 2025), le gouvernement fédéral canadien a réaffirmé le rôle central de l'Afrique, dont l'importance géopolitique et économique ne cesse de croître significativement au regard de la valeur de son positionnement géostratégique, sa force démographique comme une opportunité extraordinaire.

La thèse générale de ce travail est que les bouleversements géopolitiques en cours dans le monde sont des enjeux centraux auxquels le Canada doit rester sensible en réajustant sa politique étrangère, y compris sa politique domestique. C'est le cas, aussi de plusieurs pays européens, à l'instar de l'Allemagne, ont d'ailleurs révisé leur politique de défense nationale à cause du retour de la guerre la civile sur le sol européen (Lagneau, 2025). Les turbulences dans la région et les changements géopolitiques récents posent des défis à la stratégie canadienne. En découle, notre question de recherche qui est la suivante:

Comment les bouleversements géopolitiques récents (à compter du premier coup d'État contre le régime de Ibrahim Boubacar Keïta en 2020 et ceux du Niger et du Burkina Faso) sont-ils à même d'affecter la marge de manœuvre diplomatique du Canada en Afrique de l'Ouest? Dans quelle

mesure la montée des BRICS+ est-elle susceptible d'impacter ou reconfigurer les instruments de coopération canadiens?

Ainsi, dans le cadre de cette recherche, nous allons analyser la politique étrangère du Canada des cinquante dernières années en Afrique de l'Ouest et dans le monde, et comprendre les impacts des bouleversements mondiaux actuels sur son évolution et son déploiement.

Le cœur de notre travail de recherche se situera dans la dernière partie, il s'agira de produire des recommandations sous forme de scénarios envisageables pour le Canada dans le but de maximiser ses opportunités dans un environnement devenu plus complexe. L'ampleur des enjeux de sécurité et de défense recommande des réajustements colossaux et visionnaires du Canada dans la mesure où les menaces de disparition du système de défense collective (OTAN) refont surface avec la nouvelle administration américaine de Donald Trump. Nous soutiendrons l'idée que le Canada, joueur non négligeable de l'occident collectif, est capable de prospérer dans la région ouest-africaine en dépit de la bascule des pays de l'Alliance des États du Sahel dans le giron de l'influence sino-russe s'il s'engage sur le chemin d'une réforme visant non pas à compromettre son identité diplomatique internationale, mais à la ramollir à travers des concessions raisonnables qui vont ouvrir la fenêtre d'une coopération fructueuse.

Le postcolonialisme nous permettra de saisir la matrice historique des asymétries de pouvoirs entre le nord industrialisé et le Sud global en particulier, les États africains moins avancés présentant une économie périphérique. Le mouvement des *Postcolonial Studies* est apparu dans les années 1980, d'abord dans les universités américaines, avant de se diffuser un peu partout dans le monde (L'Heuillet, 2017). Les théoriciens du postcolonialisme fondent la pertinence de leur méthode analytique sur une remarque empirique : les efforts des dynamiques historiques de décolonisation des sociétés autrefois soumises à un système colonial impérial n'ont pas réussi, malgré tout, à briser tous les traits caractéristiques du colonialisme, notamment la « présence réelle ou fantomatique de l'État colonisateur » (L'Heuillet, 2017).

La colonisation est un système complexe dont les enjeux intellectuels surpassent largement sa simplification à un système politique de possession et d'avilissement d'un groupe d'hommes et de femmes par les moyens militaires dans le but de les exploiter et exploiter leur potentiel. La poursuite d'un objectif civilisateur explicite à détruire un style de vie traditionnel, à remplacer culturellement un groupe, a brutalement interrompu un processus historique de progrès social porté par un modèle guidé par une civilisation domestique singulière.

Cet aspect du colonialisme est également vrai dans l'œuvre d'Aimé Césaire, figure emblématique de la littérature de la négritude. Il l'exprime dans son célèbre discours sur la colonisation en ces termes : « Je parle de sociétés vidées d'elles-mêmes, de cultures piétinées, de terres confisquées, de religions assassinées, de magnificences artistiques anéanties, d'extraordinaires possibilités supprimées » (Césaire, 1955).

La survivance des vestiges coloniaux reste vivace et continue visiblement à façonner les rapports et la nature de la coopération entre les États autrefois colonisés et ceux autrefois colonisateurs. Le postcolonialisme se veut donc un cadre théorique ou conceptuel critique qui vise à analyser les effets persistants et durables de la colonisation sur les structures politiques, culturelles et économiques des États contemporains. Par conséquent, il est crucial et indispensable de s'engager dans un dialogue avec les œuvres des auteurs de renom, tels qu'Edward Said, considéré comme le précurseur de cette grille d'analyse critique, Frantz Fanon, Achille Mbembe et Samir Amin, afin de mettre en lumière la profondeur du phénomène postcolonial. Ce phénomène se situe à l'intersection du discours, de la subjectivité, de la violence et de l'économie politique.

Dans « Orientalisme », Said démontre que l'« Orient » n'est pas une réalité neutre, mais une construction méthodique et cohérente produite par l'Occident. Il démontre que l'orientalisme est un système de pensée et de référence qui stratifie, catégorise, classifie, hiérarchise et fixe des identités, légitimant ainsi la subjugation coloniale. Dans ce contexte, le pouvoir s'exerce, selon l'auteur, non seulement par les conquêtes militaires ou l'administration coloniale, mais aussi par la fabrique des récits, des textes et d'une catégorie d'intellectuels en charge de les diffuser (Said,

1977). La thèse principale de l'auteur sous-tend en filigrane que la colonisation commence dans le langage.

Cette appréhension « saydienne » trouve également un fort écho chez Fanon. Dans son ouvrage « Peau noire, masques blancs », l'auteur met en évidence le fait que la rhétorique coloniale ne se limite pas à l'apparence externe de la personne colonisée ; elle pénètre profondément et se transforme en une structure mentale intériorisée. La fabrique par l'occident colonisateur, de l'image d'un être inférieur, inapte et inachevé s'imprime dans les tréfonds de la conscience du sujet colonisé, conduisant systématiquement à une érosion identitaire (Fanon, 1952). Là où Said analyse les mécanismes discursifs et programmatiques de la domination, Fanon en expose les effets manifestes. L'un décrit la production de l'Autre ; l'autre montre ce qu'est la vie sous cette production.

L'immense contribution de Samir Amin déplace le curseur du débat vers un aspect structurel. En effet, Said met l'accent sur la prééminence culturelle et identitaire, tandis que Fanon se concentre sur l'assujettissement psychique. Amin, pour sa part, établit un lien direct entre la configuration de l'économie mondiale et la domination. Dans ses travaux remarquables sur l'accumulation à l'échelle mondiale et la théorie centre-périphérie, il montre que la colonisation n'est pas exclusivement une entreprise idéologique, elle a poussé les territoires colonisés dans un système capitaliste hiérarchisé et polarisé entre un centre qui accumule et une périphérie, dans une situation de dépendance accrue (Amin, 2002). Pour l'auteur, la dépendance des économies postcoloniales, en particulier celles des pays africains, ne découle pas du hasard, mais plutôt d'une insertion subordonnée systématisée dans une économie mondiale globalisée. En effet, l'extraversion des économies africaines, principalement axées sur l'exportation de ressources naturelles et l'agriculture de rente, prolonge la logique coloniale vers de nouvelles versions améliorées, maintenant ainsi ces États dans une position périphérique au système mondial. Ainsi, le discours sur l'Orient analysé par Said et l'aliénation mentale décrite par Fanon prennent leur racine dans une structure asymétrique que Amin met en lumière.

Il est important pour des questions d'objectivité analytique de souligner que cette dépendance prolongée relève en partie la responsabilité des dirigeants locaux et des décideurs de premier plan. Ils contribuent manifestement au maintien du système de prédation coloniale en raison de l'absence persistante d'une vision stratégique efficace, de la corruption systématique, du clientélisme sous toutes ses formes, de la malgouvernance, de la préservation des avantages socio-économiques et des positions de pouvoir qui fabrique une bourgeoisie domestique en remplacement de l'administration coloniale. Ces facteurs entravent les capacités d'autodétermination et d'émancipation par rapport aux vieilles logiques politiques.

L'instauration d'un échange entre ces auteurs met en évidence une vérité inexorable : la domination coloniale est à la fois un phénomène symbolique, psychologique et systémique. Said insiste, en effet, sur les archives et les institutions savantes ; Fanon sur le corps, la langue et l'expérience vécue du racisme ; Amin sur les mécanismes d'échange inégal et la polarisation du capitalisme mondial. Tous ensemble suggèrent après le diagnostic pluridisciplinaire que le processus de décolonisation ne devrait pas se limiter aux indépendances politiques, il exige une transformation substantielle des imaginaires et une rupture avec les structures économiques qui renforcent la dépendance et l'extraversion. Chez Amin, la rupture prend une forme de « désengagement » partiel avec le système mondial pour un développement autocentré.

Sur la notion de la violence, un point désaccord émerge entre Frantz Fanon et l'économiste Samir Amin. Pour le premier, la colonisation est un système fondé sur la violence, et le processus inverse, donc la décolonisation, représente un moment de rupture violente et conflictuelle. La violence révolutionnaire apparaît donc comme une réponse à la violence structurelle et également comme un processus de réhabilitation de la dignité (Fanon, 1961). En revanche, le dernier croit fermement que la solution pour rompre les liens de dépendance historiques et coloniaux consiste en une profonde transformation des relations entre le centre et la périphérie grâce aux mouvements politiques et sociaux. En clair, Samir Amin estime que la violence n'est pas uniquement coloniale

ou révolutionnaire, elle est dotée d'un aspect structurel qui reproduit continuellement les inégalités.

L'intervention de Achille Mbembe dans ce dialogue pluridisciplinaire le complexifie davantage. L'auteur développe le concept de « nécropolitique » pour montrer la capacité de décider de manière souveraine qui peut vivre et qui doit mourir, ce qui se heurte à l'esprit qui sous-tend le développement qui vise à améliorer qualitativement la vie. Tandis que Fanon voyait la violence comme un moyen de la libération, Achille attire les regards sur la manière dont la gestion de la mort devient un moyen de gouvernance durable (Mbembe, 2006). Cette réflexion entre en résonance avec Amin : la souveraineté des États postcoloniaux est souvent limitée par leur position périphérique dans l'économie mondiale, ce qui favorise des formes de pouvoir autoritaires et dépendantes. Le dialogue entre Said et Mbembe éclaire la dimension globale du postcolonialisme, tandis que l'apport d'Amin en révèle la structure économique. Les imaginaires impériaux et coloniaux persistent dans la culture et les pratiques des grandes puissances qui dominent la politique internationale ; les hiérarchies économiques structurent toujours les échanges mondiaux ; les subjectivités portent les traces de l'histoire coloniale. La vision impérialiste n'a pas disparu, elle s'est incrustée dans le capitalisme global, dans la militarisation des relations internationales, dans la gestion différenciée des mobilités et des vies humaines.

La condition postcoloniale prend la forme d'une condition mondiale, où s'entrecroisent domination symbolique, dépendance économique et souveraineté fragmentée. Faire dialoguer ces quatre penseurs permet donc d'articuler plusieurs niveaux d'analyse. Said dévoile les structures discursives de la domination ; Fanon explore la profondeur psychique et politique de l'expérience coloniale ; Amin met en lumière la logique systémique du capitalisme mondial et la reproduction des périphéries ; Mbembe interroge les métamorphoses contemporaines de la souveraineté et de la violence.

Bien que le postcolonialisme apporte une contribution décisive à la compréhension des rapports historiques de domination et des héritages coloniaux dans les relations internationales, cette approche présente des limites donc incapable tout seul de nous éclairer de manière intégrale sur le statu quo et le sous-développement des ex-États colonisés d'Afrique. Les instabilités politiques permanentes, le manque de politiques publiques productives, la corruption, la patrimonialisation, la mauvaise gouvernance, etc., sont également des facteurs contributifs et explicatifs de la position périphérique des États africains.

Les approches postcoloniales du droit internationales soutiennent mordicus que l'ordre juridique international moderne a historiquement évolué dans un contexte de domination coloniale européenne. Le contexte historique de son développement légitime, par conséquent, la remise en question de son caractère universel et/ou universaliste par les théoriciens et auteurs du postcolonialisme. Dans le même ordre d'idée, nombre d'auteurs ont rappelé et rappellent encore que le droit international est d'origine européenne et demeure fortement marqué de cette empreinte tout à la fois culturelle et matérielle. Il reproduit en fait des rapports de domination, perpétue la soumission des peuples et maintient les discriminations au profit des puissants, quelque forme que prenne cette puissance, qu'elle soit politique, économique, militaire, culturelle, et cognitive (Geslin, 2020).

Le postcolonialisme apparaît au regard des descriptions que nous avons évoquées plus haut et du contexte singulier qui justifie son émergence historique dans les cercles intellectuels comme un cadre théorique pertinent et adapté à notre travail dirigé. Il nous éclaire en partie sur l'héritage historique des déséquilibres de pouvoir et des inégalités des rapports politiques, économiques et diplomatiques entre le centre et la périphérie.

Bien que le Canada soit une puissance moyenne et qu'il n'a pris part historiquement à aucune entreprise coloniale de l'Occident en sur le sol africain, il reste souvent ou très souvent assimilé en une puissance coloniale et/ou impérialiste, subissant ainsi le même sort réservé à ses alliés

stratégiques, comme les États-Unis. Cette assimilation pourrait prendre ses racines dans son appartenance à la communauté politique occidentale, défendant ainsi les mêmes valeurs économiques, partageant les mêmes référents, portant le même discours sur les valeurs politiques et son alignement constant aux positions de cette communauté. Un autre point important, les entreprises multinationales canadiennes qui sont très actives dans le secteur minier en Afrique, font souvent l'objet de vives critiques quant aux impacts négatifs de leurs activités sur l'environnement ainsi que des parts léonines qu'elles captent au grand dam des États hôtes et des populations locales qui n'en tirent que de maigres dividendes économiques. En octobre 2005, un numéro du Ottawa Citizen du trois octobre 2005 accusait directement le Canada de supporter ses entreprises minières qui commettaient des actes qualifiés de criminels (pollution, conflits, attentats), par le biais de son corps diplomatique et de prêts spéciaux. (Fodé-Moussa Keita, 2007). Ces pratiques exposent également le Canada comme une cible objective du discours critique du néocolonialisme.

Le cadre théorique auquel nous faisons appel dans cette recherche, le postcolonialisme, sera utilisé comme prisme conceptuel pour observer et comprendre le long processus historique qui explique avec clarté les déséquilibres multiformes entre le sud et le nord.

Le Canada a une longue tradition libérale qui influence fondamentalement le processus de formulation de sa politique étrangère. En effet, au centre de cette tradition se trouvent des concepts politiques, tels que la démocratie, les droits des personnes, l'État de droit, la justice sociale, la liberté, la bonne gouvernance et la notion de l'économie de marché (Moravcsik, 1997). L'avènement de régimes militaires issus de coups d'État au Mali, au Burkina Faso et au Niger a indéniablement fragilisé les fondements de la structure libérale, et a automatiquement entraîné des tensions politiques et diplomatiques avec leurs partenaires de la communauté ouest-africaine et euroatlantique, comme le Canada. Pour les partenaires, la reprise du dialogue ainsi que de la normalisation diplomatique sont substantiellement tributaires au retour urgent et sans condition à

l'ordre constitutionnel (Mali, 2020). N'ayant pas réussi à faire plier l'échine aux dirigeants des États du Sahel par la conditionnalité démocratique, les relations se sont davantage détériorées.

Le rétrécissement croissant de l'influence occidentale dans cette région géopolitiquement cruciale est une réalité factuelle, il se manifeste sérieusement à travers le rejet systématique du système libéral et de ses valeurs, victime de ses propres turpitudes, de ses incohérences principielles et son mépris avéré du droit international a quelques niveaux. Le Premier ministre malien Abdoulaye Maïga a réitéré au nom des États du Sahel à l'occasion de la 80^e assemblée des Nations unies que la Confédération AES est disposée à coopérer avec l'ensemble des États, des organisations régionales et internationales partenaires qui respectent sa souveraineté, ses choix politiques souverains, ses priorités en matière sécuritaire, de lutte contre le terrorisme, de développement économique et social, et ce, dans le cadre d'un partenariat gagnant-gagnant pour la réalisation des aspirations de ses populations (Discours du Général de Division Abdoulaye MAIGA, Premier ministre, Chef du Gouvernement du Mali, Débat général de la 80^e Session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies., 2025). Ces exigeantes saillantes sont devenues les marques singulières constantes des allocutions publiques des militaires et nos recommandations pour le Canada à la dernière partie de ce travail iront dans ce sens.

Méthode et structure

La méthodologie de notre travail s'appuie sur une analyse documentaire non exhaustive, réalisée à partir de bases de données académiques, telles que Cairn, Jstor, érudit, la bibliothèque Sofia de l'UQAM et Google Scholar d'article de presse et de sources institutionnelles comme affaires mondiales, nations unies « Charte *des Nations unies* », les articles académiques comme celui Akemakou, « Autopsie de la vague des coups d'État en Afrique francophone », de Kamdoun, R. « L'Alliance des États du Sahel : « propositions pour une alternative au modèle des organisations régionales africaines », de Keita, D. « Analyse des sanctions de la CEDEAO face aux coups d'État au Mali », et de Koungou, L. « De l'initiative des pays du Champ à l'Alliance

des États du Sahel » nous seront utiles pour comprendre les bouleversements politiques qui ont abouti à l'avènement des régimes militaires et la fondation de la confédération des États du Sahel.

Des documents officiels d'Affaires mondiales comme « Le Canada approfondit ses partenariats avec les pays et les institutions d'Afrique », « la stratégie canadienne pour l'Afrique : un partenariat pour une prospérité et une sécurité partagées » et un dernier intitulé « le Canada et l'Afrique » seront d'une importance cruciale, car ils nous permettront de comprendre l'évolution historique des relations de coopération entre le Canada et l'Afrique sur une période d'environ soixante-dix ans, les axes et les domaines clés d'interventions et de coopération, etc.

Environ 80 % des publications et documents analysés ont été réalisés entre 2022 et 2025, garantissant ainsi que l'analyse reflète les évolutions les plus récentes relatives à la question de recherche, la problématique abordée et la coopération entre le Canada et l'Afrique. Pour mener une analyse cohérente et conforme à la conjoncture politique actuelle dans la sous-région, en s'appuyant sur des déclarations comme celui du ministre des Affaires étrangères du Mali, Monsieur Abdoulaye Diop à la tribune des Nations unies en juin 2022 et certaines actions officielles des responsables militaires au pouvoir dans les trois États du Sahel, comme le renvoi des forces militaires occidentales, la rupture d'accords de défense jugés compromettants pour leur souveraineté nationale, la suspension de chaînes d'information comme France24, RFI et TV5 Monde jugée par les régimes comme des instruments de propagande au service de l'occident faisant de la manipulation de l'information et des appels camouflés à la révolte contre les ordres établis, le retrait collectif de la Cour Pénal internationale et la priorisation de la coopération avec d'autres puissances, comme la Russie.

Pour construire notre cadre théorique, le postcolonialisme, nous avons fait recours à des auteurs de grandes réputations à l'instar Samir Amin, son article *Capitalisme et système-monde* nous sert à comprendre l'évolution du processus d'accumulation et d'appréhender substantiellement le concept clé du système-monde, de l'opposition centre périphérie qui continuent de rythmer l'économie moderne néolibérale. Nous nous sommes également servis de Said Edward, considéré comme le pionnier de la théorie du postcolonialisme. Son immense contribution à travers de son

ouvrage « Orientalism » permet de saisir le rôle déterminant du langage dans la fabrique de la culture de déshumanisation de l'autre. Frantz Fanon, Achille Mbembe, et Aimé Césaire nous en ont aussi intéressé. La mise en dialogue de ces auteurs de disciplines distinctes a largement participé à une compréhension optimale de notre cadre théorique.

Ce travail s'articule en quatre parties. Dans une première partie, nous examinerons l'importance stratégique de la région pour le Canada, tout en prenant acte des bouleversements politiques, sécuritaires et géopolitiques récents qui la traversent. Dans une deuxième partie, nous analyserons la réponse du Canada face à ces transformations, en mettant en lumière ses orientations, ses instruments d'action et ses limites. La troisième partie sera consacrée à une discussion de cette approche, les contraintes structurelles de la diplomatie canadienne en soulignant ses insuffisances. Enfin, une quatrième partie évoquera les différents scénarios sous forme de recommandations stratégiques et des opportunités qui pourraient offrir au Canada un repositionnement de ses actions et d'accroître son influence de manière stratégique et durable.

CHAPITRE 1

LES BOULEVERSEMENTS RÉCENTS EXTERNES ET INTERNES

Dans ce chapitre, notre analyse portera sur les bouleversements en cours à l'échelle mondiale ainsi que dans la région ouest-africaine. Cette dernière est confrontée à une crise sécuritaire aiguë, à des instabilités politiques chroniques et à un affaiblissement institutionnel croissant, notamment à la suite du retrait de trois États membres ayant conduit à la création de l'Alliance des États du Sahel. Cette réflexion permettra de mettre en perspective la crise que traverse l'ordre mondial actuel, marquée par la montée en puissance des BRICS+ et le recul progressif de l'influence occidentale dans les États du Sahel.

1.1 Régions et contexte géopolitique mondial

Selon la conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, l'Afrique héberge d'importantes réserves de minéraux essentiels à la transition énergétique, tels que 55 % de cobalt, 47,65 % de manganèse, 21,6 % de graphite naturel, 5,9 % de cuivre, 5,6 % de nickel, 1 % de lithium et 0,6 % de minerai de fer à l'échelle mondiale. Cette carte des ressources naturelles, qui met visiblement en exergue, le formidable potentiel géologique de l'Afrique (Bank, 2023), souligne en filigrane son poids décisionnel et représentationnel dans l'économie de marché néolibérale, dont l'innovation des technologies de pointe, l'intelligence artificielle et l'industrie militaire représentent des clés dynamiques et des avantages compétitifs et comparatifs stratégiques pour la lutte d'influence et de puissance. (Seurre, 2020).

L'Afrique demeure, une carte stratégique majeure et incontournable dans la stratégie d'influence diplomatique et géopolitique pour Ottawa sur la scène internationale, les chiffres officiels du gouvernement sont sans appel, il couvre diplomatiquement les 54 pays du continent par l'intermédiaire de 27 missions diplomatiques, avec vingt et un (21) programmes de développement bilatéraux, un programme de développement régional panafricain et un programme sous-régional pour le Sahel (Canada, 2024). Ce maillage diplomatique atteste de manière empirique l'importance

relative du continent africain dans sa politique étrangère, mettant ainsi en évidence son désir de renforcer sa collaboration avec les nations africaines et leurs organisations.

Le Canada développe une vision optimalement recalibrée de sa coopération ainsi que de ses investissements dans des projets structurants d'envergure, fondamentalement aligné à la vision de l'Union africaine de l'agenda 2063 (Agenda 2063) visant à transformer l'Afrique en une puissance de l'avenir. (Canada, 2025) En plus de la nouvelle stratégie conceptualisée et déployée par l'administration du Premier ministre Justin Trudeau, plusieurs initiatives phares et complémentaires sont mis en perspective dans le cadre d'une coopération efficiente et productive avec l'Afrique. Pour renforcer une présence significative auprès de la Commission de l'institution panafricaine, ainsi que et des gouvernements africains, le Canada, représenté par son ex-ministre des Affaires étrangères, Mme Joly a annoncé le 7 novembre 2024 un investissement de 54,4 millions de dollars dans des initiatives et des projets phares en Afrique. (Canada, 2018), ce montant considérable sera judicieusement alloué pour aborder des enjeux cruciaux, tels que la paix et la sécurité, la bonne gouvernance, le renforcement des liens interpersonnels et l'élargissement de l'empreinte diplomatique (Canada, 2018). Le 6 mars 2025, les ex-ministres canadiennes Mélanie Joly, Mary Ng et Ahmed Hussen ont annoncé conjointement une nouvelle série d'initiatives pour l'Afrique. Ces initiatives visent à soutenir la vision transformationnelle du continent d'ici 2063. (Canada, 2024).

À la lecture des actions menées, il existe manifestement une dynamique d'ensemble coordonnée pour consolider les relations entre les deux régions, notamment l'Afrique et le Canada. Le récent rapport du comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international du Canada s'inscrit harmonieusement dans cette perspective, il rappelle substantiellement la nécessité urgente de renforcer le cordon avec l'Afrique sous peine de rater le coche (Boehm et Harder, 2025). Pour le comité, cette consolidation passe nécessairement par la production d'un plan d'action exhaustif et concret comportant des objectifs quantifiables, des délais et des ressources allouées pour assurer une mise en œuvre efficace et cohérente de la stratégie du Canada pour l'Afrique. (Boehm et Harder, 2025).

Toutefois, les défis géopolitiques actuels exigent qu'Ottawa fasse preuve de discernement et d'un bon jugement politique afin de naviguer dans cette période hautement critique, où les relations internationales sont dominées par la militarisation globale, le recours systématique à la force dans la gestion des rapports politiques. Cela est clairement illustré par le retour de violence armée au moyen orient, notamment, la guerre qu'impose Israël à Gaza et l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022, présenté comme une « opération spéciale » et de « dénazification » (Milord, 2023), ainsi que par la campagne militaire américaine visant à capturer un dirigeant étranger en exercice de ses fonctions (Nations unies, 2026), en violations flagrantes du droit international, le massacre des civils palestiniens qui constituent évidemment un crime de guerre et un crime contre l'humanité (Dumas, 2025).

La société internationale s'est engagée dans une zone à fort potentiel d'explosion et une multiplicité des foyers de tensions qui pourrait grandement mettre en danger l'avenir du monde et celui des nations. Les menaces répétées d'annexion manu militari de territoires étrangers, comme le Groenland (AFP, 2026) et le Canada (Paquin, 2025) par l'administration américaine, le détricotage et les saillies sporadiques empreintes de violence verbale contre les institutions multilatérales, Donald Trump n'arrêtent pas de les vilipender, les qualifiant de bureaucraties mondialistes budgétivores hostiles à l'intérêt national américain.

Toutes ces récriminations affaissent la réputation des institutions mondiales et paralysent leur capacité à mener à bien leurs missions. Dans ce paysage marqué par un bouleversement complet de la géopolitique, on note également la montée en puissance géopolitique et économique des BRICS+ (Deneuille et Manet, 2025) devenus très intransigeants sur la nécessité de la multipolarité du monde, cette demande s'est manifestement renforcée lors de leur dernier sommet à Rio, au Brésil. (*BRICS portal*, s. d.). La région ouest-africaine ne reste pas en marge dans ce que l'on a droit de qualifier dorénavant de « désordre mondial ». Elle fait face depuis longtemps à une crise démocratique récurrente caractérisée par l'ingérence de factions d'officiers militaires dans la

sphère politique, comme au Burkina Faso, puis au Niger depuis celle du Mali survenu le 18 août 2020 (Nessan Akemakou, 2022), alors que le pays faisait préalablement face à une polycrise complexe et sans précédent. (Goyet, 2025)

Cette période d'intense vulnérabilité a largement ouvert une avenue à une sorte de compétition accrue et de lutte d'influence dans la région et en Afrique généralement. En effet, on y trouve des puissances traditionnelles qui s'y étaient implantées dans le contexte historique de la colonisation, des superpuissances de la guerre froide, ainsi que des puissances dites (ré) émergentes, comme la Chine (Prudence, 2023), la région ouest-africaine traverse incontestablement l'une des périodes les plus difficiles de son histoire politique et de sa vie institutionnelle. Le Mali, le Niger et le Burkina Faso, tous membres de la communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui ont récemment fait l'objet de coups d'État militaires, ont collectivement remis en question sa légitimité et ont fondé l'Alliance des États du Sahel (AES) le 16 septembre 2023. (Sogodogo, 2024)

Un mois avant la résolution RES/ES-11/1, celle du 2 mars 2022 de l'Assemblée générale des Nations unies, qui exigeait le retrait des forces russes d'Ukraine, a été votée par une grande majorité (141 pays sur 193) ; mais parmi les trente-cinq abstentions figurent plusieurs pays africains, ainsi que la Chine et l'Inde (Nations unies, 2022). Il est clairement évident, à travers ces deux résolutions onusiennes, que la stratégie d'isolement diplomatique de la Russie par l'Occident sur la scène internationale n'a pas produit les effets stratégiques escomptés. Elle a manifestement renforcé les factions idéologiques et les alliances conjoncturelles, comme celles de plusieurs États africains qui disent s'opposer à « l'impérialisme occidental » et à ses « injonctions paternalistes ».

Cette alliance conjoncturelle se manifeste par la montée fulgurante de slogans tels que « À bas le néocolonialisme », « À bas le franc CFA » ou encore « À bas la France-Afrique ». Des milliers de ces slogans ont été scandés pendant les manifestations contre la présence française au Sahel. Au cours de ces manifestations, les manifestants hostiles au pouvoir de Paris scandaient le nom de la Russie, lui demandant de l'aide, en exhibant son drapeau (Jackson, 2023). De nos jours, malheureusement, des organisations internationales des droits des personnes comme Human Rights

watch montrent dans leur rapport que le groupe privé russe s'est rendu coupable de crimes graves et d'atrocités dans plusieurs localités au Mali. Le rapport indique que l'échec des autorités actuelles à traduire en justice les membres de ce groupe a facilité la poursuite des crimes. (Mali, 2024)

Il y a une tendance persistante à remettre en question le système économique mondial et la monnaie de référence, le dollar américain, de la part du « Sud global ». Cette contestation a pris de l'ampleur lors du 19e forum de Valdaï, tenu à Moscou du 24 au 27 octobre 2022 et intitulé « Un monde post-hégémonique : justice et sécurité pour tous ».

En effet, après avoir rappelé qu'aucun pays de nos jours n'est en mesure de dicter les événements mondiaux, Vladimir Poutine a insisté sur le caractère « polycentrique » du monde « post hégémonique » (Valdaï, 2022), il a également annoncé la création d'un système monétaire alternatif « supranational dépolitisé et basé sur les systèmes monétaires nationaux » cette déclaration qui a suscité des commentaires massifs traduit la volonté des États à se passer du dollar un instrument d'influence et de la puissance américaine. Le découpage de l'économie mondiale en blocs, permettant à chaque camp de renforcer ses alliances avec des partenaires potentiels partageant des intérêts communs, sera vraisemblablement orchestré par les superpuissances économiques actuelles, la Chine et les États-Unis.

L'ascension fulgurante des BRICS +, marquée par la création d'institutions alternatives, contribue à l'émergence d'un nouvel ordre mondial qui remet en question la suprématie traditionnelle des valeurs libérales occidentales, chères à Ottawa. Ce changement dans l'équilibre des pouvoirs affecte également la diplomatie et la coopération avec les partenaires historiques d'Afrique de l'Ouest, en particulier ceux de l'AES, qui semblent être séduits par l'offre du duo russo-chinois.

Cependant, il est important de prendre de la distance analytique tout en ne se cramponnant pas exclusivement sur discours officiel de rupture et d'alternative aux pratiques de l'ordre international néolibéral. Il est important de comprendre si les rapports interétatiques entre les petits et les grands joueurs de ce groupe ne tendent pas à reproduire les mêmes logiques de domination et d'exploitation caractéristiques des relations nord-sud.

Bien que les BRICS+ projettent l'image d'un bloc homogène et aligné sur plusieurs questions internationales, notamment la dénonciation de l'ordre international et la position du refus systématique d'adhérer, par exemple, au récit de l'Occident sur la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, plusieurs États membres ne perçoivent pas la dynamique du groupe comme étant axée sur l'anti-occidentalisme primaire, comme la Russie particulièrement.

L'ambassadeur sud-africain auprès du bloc résumait bien ces aspirations et celui de son pays sur Al Jazeera, le 22 août 2023, à la veille du sommet des BRICS d'août 2023 à Johannesburg en ces termes: « Le système [est semblable à] l'Afrique du Sud de l'apartheid ou la minorité décide pour la majorité, rien n'a changé aujourd'hui sur la scène mondiale. Nous ne voulons pas qu'on nous dise ce qui est bon pour nous, nous voulons que les lignes de faille de l'architecture de la gouvernance mondiale actuelle soient redessinées, réformées, transformées. [...] nous voulons participer au processus de création d'une communauté mondiale plus équitable, inclusive et multipolaire [...] » (Delcourt, 2024). Cette déclaration reste en porte à faux avec l'idée du reversement de système libéral, elle plaide pour des réformes ambitieuses, justes pour un espace international plus égalitaire. Un autre point de fracture pourrait se situer potentiellement à partir de l'observation, dans la cohabitation des régimes aux modèles de gouvernance distincts, voire antagonistes, entre les monarchies théocratiques, les démocraties, les régimes autoritaires de types communistes. Dans un panier à crabes politiques, les risques d'une implosion sont très élevés et mettront en mal la robustesse du groupe.

Les BRICS+ sont toujours confrontés à de grands défis, aussi bien internes qu'externes. Le plus important est de s'écarter des schémas occidentaux qu'ils qualifient eux-mêmes de « colonial et abject ». Cela démontre une cohérence principielle et idéologique, et le défi de continuer à rassurer leurs partenaires africains, par exemple en renouvelant leur coopération, en transférant des compétences et des technologies, en fournissant un soutien structurel et institutionnel massif, en modernisant leur agriculture et leur armée. En somme, un support vers la réalisation de leurs agendas nationaux respectifs. Considérer le continent africain comme un pion sur l'échiquier géopolitique mondial, un champ de bataille pour la maximisation de l'influence au détriment de

l'Occident global en y déversant des quantités inestimables d'armes et de mercenaires, comme le fait la Russie au Sahel et dans plusieurs États, sera préjudiciable à la réputation des BRICS+.

1.11 Bouleversements nationaux et régionaux

La région ouest-africaine est devenue le théâtre d'un conglomérat de crises sociopolitiques et sécuritaires qui ont entraîné une grave crise démocratique qui a abouti au renversement des institutions civiles et politiques dans plusieurs États. En effet, la série de subversion institutionnelle provoquée par une frange des élites militaires des armées nationales du Mali, qui a ouvert le bal en août 2020, puis mai 2021, suivi par le Tchad (avril 2021), la Guinée (septembre 2021), le Soudan (octobre 2021), le Burkina Faso (janvier et septembre 2022), le Niger (juillet 2023) et le Gabon (août 2023), n'est ni un phénomène anodin, ni un phénomène spontané. Elle s'inscrit parfaitement dans un continuum de causes distinctes et disparates, telles que l'échec des États postcoloniaux souvent autoritaires, la mauvaise gouvernance, la fragilité économique, la misère sociale, le néopatrimonialisme (illustré, entre autres, par la privatisation des biens publics au profit d'une minorité oligarchique qui verse dans le clientélisme et la corruption), ou encore l'insécurité. (Nessan Akemakou, 2022).

Il est crucial de rappeler le contexte sociopolitique et sécuritaire spécifique de ces États, particulièrement le Mali, confronté à une polycrise complexe qui a durablement érodé la résilience des institutions nationales (Goyet, 2025). Les groupes insurgés séparatistes, qui ont gagné en influence dans le nord du pays, cherchent à tirer parti de la situation chaotique. La double crise du printemps arabe et de la chute soudaine du régime de Mouammar Kadhafi en Libye, survenue après 42 ans de règne, déclenchée sous forme de révolte populaire localisée qui a dégénéré en guerre civile et entraîné une intervention militaire étrangère marquant la mort de Kadhafi le 20 octobre 2011 et la fin de la Jamahiriya ouvre une fenêtre d'opportunité aux forces séparatistes installées dans le septentrion malien pour régler les vieux comptes avec le gouvernement central de Bamako. Devant la puissance de feu et la progression rapide des groupes rebelles et terroristes, les autorités

politiques d'alors du Mali ont sollicité l'appui de la France afin d'éviter l'effondrement du pays et le basculement de la république dans un califat religieux (Antoine, 2015).

C'est ainsi que le président français François Hollande lance « l'opération serval » à la suite d'un conseil restreint de défense tenu le 11 janvier 2013, dont les objectifs sont fixés, « détruire le terrorisme et aider le Mali à reconquérir son territoire » (Antoine, 2015). La France ne fut pas seule dans cette aventure militaire, en janvier 2013, elle a officiellement demandé l'assistance militaire canadienne. Le personnel de l'aviation royale canadienne, notamment celui de la huitième Escadre à Trenton (Ontario), a examiné la possibilité d'un transport aérien, qui a été annoncé le 14 janvier comme étant le soutien du Canada à l'opération SERVAL (Defence, 2024). D'autres contributions majeures et supplémentaires de la part du Canada sont notables, à titre d'exemple, le 15 janvier, un CC-177, avec à son bord un détachement de 36 personnes, quitta la 8e Escadre pour Istres-Le Tubé, au nord-ouest de Marseille, où il devait rejoindre les autres membres du pont aérien, notamment le Royaume-Uni, les États-Unis et les Émirats arabes unis (Defence, 2024).

Cette opération, dont la France a clairement assumé le leadership international, s'est soldée par un succès militaire éclatant, les objectifs préalablement fixés ont été atteints, l'opération a définitivement pris fin pour se transformer en opération Barkhane en 2014. Le principe de l'opération Barkhane fut la fusion et le partage des moyens jusqu'alors dévolus à des opérations distinctes (serval au Mali et Épervier au Tchad) commandées depuis N'Djamena au Tchad, les missions de Barkhane avaient pour objectif central d'appuyer les forces militaires régionales des pays du G5-Sahel – alors partenaires de la France dans la Bande Sahélo-Sahélienne – dans la lutte contre les groupes terroristes, et éviter la reconstitution de sanctuaires terroristes dans la zone (Koungou, 2023).

L'accession au pouvoir des militaires au Mali, au Burkina Faso et au Niger a été marquée par un tournant remarquable dans leur discours à l'égard des forces internationales présentes et par l'émergence d'une nouvelle alliance de défense collective, inspirée de la Charte de Liptako-Gourma. Cette alliance a été officiellement annoncée le 16 septembre 2023 en République du Mali,

à la suite de la décision de la Communauté régionale, la CEDEAO, d'intervenir militairement au Niger pour rétablir l'ordre constitutionnel et réinstaller le président déchu, Mohamed Bazoum.

Le principal objectif visé par cet accord est l'unification des forces de ces trois États membres afin de relever les défis communs, notamment en matière de défense et de sécurité (Sinaly et Boulghalagh, 2025). Un autre objectif supplémentaire est fixé par la charte « Toute atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale d'une ou plusieurs parties contractantes sera considérée comme une agression contre les autres parties et donnera lieu à une obligation d'assistance pouvant inclure le recours à la force armée pour rétablir et garantir la sécurité » (Le Monde avec l'AFP, 2023).

La région ouest-africaine traverse incontestablement l'une des périodes les plus difficiles de son histoire politique, et de sa vie institutionnelle et une « recomposition de son espace géopolitique » (Kamdoum, 2024).

L'Alliance des États du Sahel (AES), initialement créée pour faire face principalement à des défis de sécurité, a subi une transformation structurelle et fonctionnelle majeure pour devenir une architecture politique confédérale le 6 juillet 2024. Cette transformation a été actée à l'occasion d'un sommet de haut niveau à Niamey entre les trois chefs d'État du Burkina Faso, le Capitaine Ibrahim Traoré, du Mali, le Colonel Assimi Goita et du Niger, le Général de Brigade Abdourahamane Tiani, Président du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie. (Confédération des États du Sahel, 2024). La mise sur pied de cette confédération dans la sous-régionale fait suite à l'exacerbation de la crise de confiance due à l'incapacité des institutions traditionnelles qu'est principalement l'Union africaine (UA) et la CEDEAO à apporter des réponses efficaces à la guerre asymétrique à laquelle fait face ces trois États. Elles sont également accusées par les régimes militaires et leurs pourfendeurs intrépides de servir des intérêts externes sous l'influence de la France dans la région (Kamdoum, 2024).

Elle représente également une réponse géopolitique coordonnée et structurelle en vue de faire face aux effets corrosifs des sanctions infligées par la CEDEAO à ces États, dont le but consiste à accélérer le retour de gouvernements civils démocratiques issus d'élections libres et transparentes comme prévu par son protocole additionnel sur la démocratie et la bonne gouvernance (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, 2001). Ces sanctions ont manifestement généré de vives polémiques dans la communauté intellectuelle africaine, plusieurs d'entre eux l'ont qualifiée d'illégale (Zevounou, 2022).

Le retrait des trois États de l'organisation traditionnelle a visiblement affaibli sa légitimité et sa crédibilité, redistribuant ainsi les cartes géopolitiques, de recomposition stratégique sous forme dorénavant, de cohabitation et/ou de compétition institutionnelle dans la sous-région.

Le régime de Niamey, à l'instar de ses paires du Burkina Faso et du Mali, avait dénoncé les accords de coopération militaire avec la France le 26 juillet 2023 (Koungou, 2024), ils ont exigé, après les actes de dénonciation, le retrait sans condition des forces françaises de leur territoire respectif (barkhane du Mali en 2022, de sabre du Burkina Faso en février 2023 et du Niger en septembre 2023).

Environ 1 400 soldats français déployés dans le pays pour combattre les djihadistes aux côtés des Nigériens, dont un millier à Niamey et 400 dans la zone des « trois frontières », à l'ouest du pays, entre le Mali et le Burkina Faso, quittent le pays (Koungou, 2023). Cette mesure a entraîné le retrait automatique de tous les alliés militaires de la France et de la force onusienne, la MINUSMA.

La rupture des pays de la nouvelle alliance avec l'occident, ne se limite pas exclusivement à l'aspect militaire et sécuritaire elle a pris une tournure décisive sous forme de guerre informationnelle avec la suspension de la diffusion de toutes chaînes occidentales dans sur leur territoire (au Mali, les médias français RFI et France 24 définitivement suspendus, 2022) et du retrait de la cour pénale internationale. En effet, le porte-parole du gouvernement du Burkina Faso, Pingwende Gilbert Ouédraogo, a affirmé au cours d'une déclaration que « cette juridiction s'est transformée en instrument de répression néocoloniale aux mains de l'impérialisme, devenant ainsi l'exemple

mondial d'une justice sélective », selon le porte-parole Gilbert Ouédraogo, La CPI s'est montrée incapable de prendre en charge et de juger des crimes de guerre avérés » (TV5MONDE, 2025).

La rupture étant donc consommée avec la communauté régionale traditionnelle et les partenaires occidentaux, les régimes militaires de l'AES cherchent à s'orienter vers des partenaires alternatifs à l'effet de combler le gap stratégique et de répondre aux préoccupations d'urgences nationales que sont les défis sécuritaires et socio-économiques.

Un boulevard géostratégique va donc s'ouvrir aux puissances alternatives de la guerre froide que sont la Chine, la Russie, la Turquie, etc. La montée en puissance relativement facile des vieilles puissances de tradition idéologique de gauche, comme la Chine et la Russie en Afrique de l'Ouest, particulièrement dans les pays de la nouvelle alliance régionale (AES), pourrait être vue et analysée à travers le double angle historique et conjoncturel.

En effet, sur l'aspect historique, la Russie et la Chine maximisent la stratégie communicationnelle sur le fait qu'ils ne sont pas des « puissances coloniales », mais plutôt des partenaires historiques qui ont soutenu les aspirations de libération de la subjugation coloniale et de la prédation occidentale. Ils continuent de rappeler qu'ils restent foncièrement attachés à cette posture historique visant à contrebalancer les effets et les velléités néo-impérialistes dans le but de voir émerger un écosystème équilibré, fondé sur le respect stricto sensu des principes westphaliens de la souveraineté et de la non-ingérence dans les affaires domestiques des États (Delanoë, 2023).

Les nations africaines devraient logiquement renforcer la vigilance face aux paradoxes du discours sur le respect de la souveraineté tenu par la Russie et ses alliés, qui se rendent visiblement coupables respectivement de violations graves du droit international en faisant recours à la force en Ukraine proscrits par l'article 2 de la charte des nations unies et violation des droits de la minorité ouïghours pour la Chine.

Le segment conjoncturel est précisément visible dans les États de l'AES et de l'Afrique centrale, comme la République centrafricaine. L'offensive d'agent d'influence pro-russe engagé dans la guerre informationnelle a réussi à imposer le narratif russe et fait basculer ces États dans le bastion

d'influence de la Russie. Cette bascule idéologique est perçue de manière empirique, il suffit de remarquer les préférences politiques des États de l'AES et le développement massif des partenariats plurisectoriels. L'interventionnisme armé de l'Occident réputé déstabilisateur, l'imposition de valeurs démocratiques et libérales parfois par « le glaive » comme fut le cas emblématique de la Libye, plaide en faveur de ce narratif géopolitique construit méthodiquement par les adversaires de l'occident en Afrique et dans l'AES particulièrement (Delanoë, 2023).

Les pays africains possèdent environ 30 % des réserves minérales mondiales, notamment de cobalt, de lithium et de nickel, considérés comme essentiels à la transition verte (Commission économique pour l'Afrique, 2025). Ce potentiel naturel vital pour les pays du centre industrialisés et du nord global a précipité le continent africain au centre des attentions mondiales et de la conversion des grandes puissances.

Dans cette perspective de course et de compétition accrue pour les ressources africaines, l'Inde et le Brésil ont accru leur offensif mettant fin aux « chasses gardées occidentales », les Indiens, plus discrets, tissent leur toile sur tout le continent, le Brésil lui investit principalement dans les pays lusophones et à ceux au riche sous-sol (fer, charbon) (Prudence, 2023). La croissance de la présence chinoise en Afrique est de notoriété publique, le géant asiatique est désormais le premier partenaire commercial et le principal créancier bilatéral du continent (Abrahamsen *et al.*, 2025), quant à la Russie, elle s'emploie également à resserrer les liens avec le continent africain, bien qu'elle demeure une naine économique par rapport à la Chine, aux États-Unis ou à l'Europe. Ainsi, le commerce russo-africain a doublé entre 2015 et 2022, ce qui représente une augmentation de 20 milliards de dollars (Abrahamsen *et al.*, 2025).

Cette compétition ouverte entre les puissances mondiales agrandit les possibilités de choix de partenaires pour les États africains sur la base des enjeux existentiels et des aspirations de leur futur politique et stratégique. La bascule de l'économie mondiale vers les pays du sud met en mal les pays occidentaux (Prudence, 2023), mais ouvre un boulevard historique pour les États africains. Il revient cependant aux décideurs politiques de comprendre la trajectoire de ce basculement

historique en vue de formuler en conséquence des politiques rationnelles ancrées dans l'idéal panafricaniste porté par l'agenda 2063 de l'Union africaine et qui n'exposent pas leur souveraineté nationale pour de nouveaux partenaires.

La stratégie communicationnelle de pénétration de l'espace africain par la Russie et la Chine peut être reprise en partie par le Canada, surtout l'aspect historique de l'absence d'un passif colonial. Le remplacement de l'influence occidentale par celle de la Chine et la Russie par extension par les BRICS+ dans son pré carré historique est plus visible dans le domaine sécuritaire et de défense. En une décennie précisément entre 2015 et 2019, Moscou a signé un paquet de dix-neuf accords militaires avec des pays africains présentant majoritairement des institutions politiques vulnérables et une gouvernance autoritaire en quête de soutien international, comme la République centrafricaine (Abrahamsen *et al.*, 2025).

Le 14 août 2025, une rencontre de haut niveau s'est tenue à Moscou avec la crème de l'élite militaire des États du Sahel et le ministre russe Andreï Beloussov. Au menu de cette rencontre officielle, la consolidation de la coopération militaire. À cet effet, les ministres Salifou Modi (Niger), Célestin Simporé (Burkina Faso) et Sadio Camara (Mali) ont signé avec Moscou des mémorandums de compréhension mutuelle (Rédaction Africa Radio / AFP, 2025). La dominance de Moscou sur le marché de la fourniture d'armes en Afrique est inégalable, en effet, il se positionne en première place avec 44% de la demande continentale (Abrahamsen *et al.*, 2025). L'ancien groupe militaire privé russe Wagner, désormais connu sous le nom d'Africa Corps, constitue un élément clé de l'influence mondiale du Kremlin en Afrique.

Il est particulièrement actif dans les pays africains fragiles confrontés au terrorisme islamiste, échangeant souvent ses services contre des ressources naturelles, telles que l'or et d'autres matières premières précieuses. (Abrahamsen *et al.*, 2025). L'exemple est la République du Mali, dont les autorités actuelles, qui ont renversé le régime du président Ibrahim Boubacar Keïta, ont confié le secteur névralgique de la sécurité à Wagner. L'arrivée de cette force privée en 2021 a suscité beaucoup d'espoir chez l'opinion malienne, les autorités militaires l'ont triomphalement présenté

comme une alternative stratégique aux partenariats sécuritaires traditionnels avec l'occident. Cependant, quatre années se sont écoulées et le bilan reste contestable, selon Etienne Fakaba Sissoko, et les espoirs concernant les capacités militaires opérationnelles du groupe s'amenuisent progressivement. (Sissoko, 2025).

Le paysage politique actuel de l'Afrique de l'Ouest révèle indubitablement une reconfiguration géopolitique en cours. Cette réorganisation, sous forme de redistribution des cartes dans le jeu, à vue d'œil, semble défavorable à l'influence de l'Occident global, comprenant ainsi le Canada et la France en particulier. Elle a relativement paralysé son influence diplomatique en mettant en grande difficulté la qualité de sa coopération au grand dam de ses adversaires géopolitiques sur la scène internationale incarnée par l'axe sino-russe.

Les effets négatifs conjugués par la montée fulgurante des BRICS+, de la guerre en Ukraine et de cette recomposition géopolitique ouest-africaine sont implacables et nuisent à la qualité de coopération canadienne en Afrique.

CHAPITRE 2

ANALYSE DES POLITIQUES ETRANGÈRES CANADIENNES ET LEURS LIMITES

Dans ce chapitre, nous aborderons, dans la première phase, les trois grandes étapes de l'évolution de la coopération des gouvernements successifs du Canada envers l'Afrique sur une période de soixante-dix ans et de leurs centres d'intérêt principaux. Nous examinerons de manière détaillée cette collaboration avec les pays du Sahel, tant avant qu'après l'intensification des relations (conflits croissants) avec les régimes militaires dans les secteurs clés suivants : la politique, la sécurité et le commerce.

2.1 L'évolution de la politique étrangère des gouvernements successifs du Canada envers le continent africain et leurs centres d'intérêt principaux

Les relations de coopération entre le Canada et le continent africain sont vieilles de plusieurs décennies, environ soixante-dix ans (Canada, 2024). En dépit du fait que ces relations n'aient pas été autrefois une priorité fondamentale dans la vision diplomatique et la politique étrangère d'Ottawa, elles sont tout de même qualifiées de normales et relativement fructueuses. Sa politique africaine a été qualifiée, en effet, de façon mémorable, d'incohérence constante, marquée par des changements fréquents et un manque de direction et d'objectifs clairs. (Abrahamsen et Chimhandamba, 2023).

Ce manque de direction et d'objectifs clairs pourrait expliquer l'absence de soutien électoral envers l'ambition d'Ottawa d'obtenir un siège au Conseil de sécurité de l'ONU. Cette ambition a été contrecarrée deux fois par le Portugal et l'Allemagne en 2010 sous le gouvernement conservateur de Stephen Harper, puis par la Norvège et l'Irlande en 2020 sous le gouvernement libéral de Justin Trudeau. Le succès d'une telle opération internationale nécessite fondamentalement des liens solides et constants fondés sur la confiance partagée avec l'ensemble des partenaires, y compris l'Afrique, qui présente un potentiel important de 54 voix.

Malgré la quantité de critiques légitimes formulées, cette relation existe et est largement diversifiée par l'intermédiaire de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) (incorporé à Affaires mondiales en juin 2013) dans les domaines politiques, sécuritaires et le renforcement de paix, l'aide au développement et des efforts constants et significatifs sans le but d'éradiquer la pauvreté, la promotion de la bonne gouvernance, de l'état de droit, de la démocratie et des droits de l'homme (Abrahamsen et Chimhandamba, 2023).

Historiquement, et pendant plus de soixante-dix ans, principalement, les relations bilatérales afro-canadiennes ont évolué en trois grandes étapes essentielles. Sous les gouvernements libéraux successifs de Jean Chrétien et de Paul Martin, de 1993 à 2003, Ottawa a accordé une attention particulière et soutenue au développement, à la paix et à la sécurité. Le concept géopolitique qui a marqué cette période historique est la notion de la « sécurité humaine ». Cette perspective politique visait à promouvoir la sécurité et le bien-être des peuples et des individus, plutôt que sur les États et les menaces militaires. Cette priorité accordée à la sécurité humaine a guidé le soutien du Canada aux opérations de maintien de la paix en Afrique, ainsi que son engagement plus large en faveur d'une paix durable (Abrahamsen et Chimhandamba, 2023).

La seconde étape est celle de l'administration des conservateurs dirigée par le Premier ministre Stephen Harper (2006-2015). Cette gouvernance est principalement marquée par un relâchement de la coopération bilatérale de la part du Canada, prenant ainsi une distance politique avec les objectifs stratégiques fixés par l'administration précédente, notamment la sécurité humaine. Ce gouvernement a néanmoins assuré le service minimum à travers le maintien de son opération militaire sur le théâtre soudanais au Darfour, il a tout de même accentué particulièrement ses efforts dans le secteur minier. Entre 2001 et 2011, l'investissement minier a connu un bond croissant allant de deux milliards neuf cents millions (2,9 milliards) de dollars à trente et un milliards six ans millions de dollars (31,6 milliards) (Abrahamsen et Chimhandamba, 2023).

La troisième phase est marquée par le retour aux affaires des libéraux sous le leadership du premier Justin Trudeau. La nouvelle administration libérale s'est reconnectée avec le continent dans tous les secteurs vitaux, avec un nouvel engagement politique en faveur du féminisme lancé en 2017, plaçant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles au cœur de ses efforts en vue d'éradiquer la pauvreté et bâtir un monde plus pacifique, inclusif et prospère. (Abrahamsen et Chimhandamba, 2023).

L'ambition du retour en puissance du Canada sur le continent africain est largement développée et formalisée dans un document hautement stratégique et détaillé (Gouvernement du Canada, 2025a) qui va dorénavant guider ses actions collaboratives avec les États africains et ses institutions multilatérales. De manière empirique et opérationnelle, le gouvernement fédéral a décliné d'autres actions parallèles à la stratégie formelle au niveau institutionnel, sécuritaire, économique et technique. Au titre du renforcement des liens institutionnels et commerciaux, le communiqué de presse officiel du gouvernement canadien datant du 5 novembre 2024 annonçait la tenue avec la commission de l'union africaine d'un dialogue de haut niveau au cours duquel les ministres devront réaffirmer l'engagement du Canada à accroître sa présence sur le continent africain (Canada, 2024a).

Ce dialogue de haut niveau fut une occasion pour la partie canadienne représentée par l'honorable Mélanie Joly, la ministre de la Promotion des exportations, du Commerce international et du Développement économique, l'honorable Mary Ng, et le ministre du Développement international, l'honorable Ahmed Hussenont, a décliné les axes stratégiques sur lesquels le Canada compte agir en Afrique dans le cadre d'une coopération productive pour les deux régions.

Dans le secteur de la paix et la sécurité, le Canada s'est engagé à soutenir les jeunes et les femmes dans les processus de paix, à investir dans les capacités de lutte contre le terrorisme et la résilience face aux menaces; et de travailler à prévenir l'extrémisme violent et de la violence sexuelle et fondée sur le genre (Canada, 2024e).

Au niveau du secteur institutionnel et étatique, l'objectif vise à consolider la présence canadienne au sein des institutions africaines et des gouvernements, en ce sens, plusieurs nominations ont été faites à cet effet la nomination d'un envoyé spécial pour l'Afrique; la nomination d'un envoyé spécial pour le Sahel; la création d'un haut-commissariat à part entière en Zambie et d'une ambassade à part entière au Bénin; et la mise en place d'un nouveau mécanisme de mobilisation de la diaspora (Canada, 2024e)

Au niveau du partenariat économique dont le but est la prospérité partagée, des mesures fortes ont été annoncées durant ce dialogue de haut niveau, notamment la création d'un nouveau pôle commercial panafricain; l'accroissement de la mobilisation du secteur privé; et la poursuite d'une mission commerciale dirigée par la ministre Ng (Canada, 2024e)

Notons que les échanges commerciaux ont connu une hausse significative depuis 2020, les exportations de marchandises du Canada vers l'Afrique ont augmenté de 13 % et les importations en provenance de l'Afrique ont augmenté de 109 % (2019-2024) (Canada, 2018b) et les ministres ont aussi souligné l'appui et l'aide financière du gouvernement fédéral envers la région subsaharienne de l'Afrique durant les exercices 2017-2018 à 2022-2023, soit un total de 18,4 milliards de dollars. En ce qui concerne le renforcement des partenariats pour les individus, la réduction de la pauvreté, l'aide humanitaire, le soutien au développement et le renforcement du pouvoir des jeunes, la réunion de haut niveau avec la commission a examiné la possibilité de créer un nouveau programme de commerce et de développement pour l'Afrique au sein d'Affaires mondiales Canada.

Ce programme appuiera les initiatives de développement qui favorisent des climats commerciaux et d'investissement plus stables. En effet, l'interaction de ces facteurs (un climat commercial optimal et des investissements robustes et stables) contribuera de manière systémique à la création d'emplois et de richesse, à la croissance économique locale, ainsi qu'à la lutte contre la pauvreté. De plus, la diplomatie canadienne continue de privilégier l'égalité des genres, car la diversité et l'émancipation des femmes demeurent des enjeux importants pour elle. Enfin, une amélioration et

un élargissement des programmes d'éducation et de formation professionnelle ont été prévus en vue d'exploiter le potentiel des jeunes.

Au niveau de la zone de libre-échange continental africain (ZLECAF), qui représente un projet phare de l'agenda 2063 de l'union africaine dont le but consiste à accélérer le commerce intra-africain et à renforcer la position commerciale de l'Afrique dans le monde, le Canada apporte une assistance technique substantielle en vue de sa réalisation (Canada, 2018c). On note partiellement dans cette section qui retrace l'évolution de la coopération entre les deux régions l'idée principale que les centres d'intérêt des gouvernements fédéraux successifs ont connu des variations et des changements en fonction de la conjoncture et des objectifs fixés.

Il est également important de rappeler que le retour du gouvernement libéral au pouvoir en 2015 avec l'administration Justin Trudeau, a laissé transparaître des signes d'une réelle volonté à renouer avec le continent africain de manière forte et formelle. Plusieurs voyages sur le sol africain de Justin Trudeau « témoignent d'un engagement renouvelé du Canada envers l'Afrique » (ICI.Radio-Canada.ca, 2016).

2.1.1 diplomatie canadienne face aux régimes militaires ouest-africains

Dans cette sous-section, nous analyserons les liens de coopération entre le Canada et les États du Sahel — autrefois membres actifs de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), aujourd'hui regroupés au sein de la nouvelle confédération politique dénommée Alliance des États du Sahel (AES). Cette coopération sera examinée dans ses dimensions sécuritaire, commerciale, diplomatique et en matière d'aide au développement. L'analyse s'articulera autour de deux périodes clés : celle précédant les coups d'État militaires et celle qui leur est postérieure, marquée par une escalade des tensions. Nous mettrons en évidence que certains secteurs, notamment le commerce, n'ont pas connu de variations significatives, ce qui suggère que le désengagement du Canada demeure relatif, malgré l'existence de désaccords importants.

Par ailleurs, nous examinerons brièvement l'impact des sanctions, qui constituent l'un des principaux facteurs de rupture et de radicalisation des régimes, en nous appuyant sur le cas spécifique du Mali pour des contraintes en rapport à la limite du nombre de

pages exigées par notre travail. Enfin, nous mettrons en lumière le pragmatisme politique de la Norvège, envisagé comme un cas d'école susceptible d'inspirer Ottawa dans sa stratégie de mobilisation du soutien des États africains face aux enjeux futurs sur la scène internationale.

2.1.2 Les relations de coopération avant l'avènement des régimes militaires et la montée des tensions

Les liens de coopération entre Ottawa et les différents États de la confédération du Sahel furent à l'image de celle qu'il entretenait avec le reste des nations africaines, excellentes et fructueuses. Nous allons cibler quelques domaines cruciaux, notamment la sécurité, le commerce, la diplomatie et les aides au développement.

Sur le plan sécuritaire, le Programme pour la stabilisation et les opérations de paix (PSOP) du Canada a financé la programmation de stabilisation au Mali et au Sahel. Ottawa a, en effet, déboursé plus de 30 millions de dollars entre 2016 et 2019 et un autre 28 millions entre 2019 et 2022 au Mali. Cet important investissement nourrissait l'objectif de renforcer la mise en œuvre pratique des accords d'Alger. Ce plan stratégique, qui comprenait les accords et résolutions signés entre le gouvernement malien et les groupes rebelles lors de pourparlers en Algérie en juin 2015, visait à mettre fin aux hostilités et à prévenir la fragmentation du pays.

On note également l'inclusion des femmes à tous les échelons clés du processus de recherche de la paix et favorisé le dialogue et la compréhension entre les communautés touchées par le conflit (Canada, 2019b).

Le PSOP a produit des résultats palpables et quantifiables. Par exemple, l'appui qu'il a apporté au projet mis en œuvre par l'organisation *Search for Common Ground* a permis à 350 ambassadeurs de la paix, dont 151 femmes, de recevoir de la formation sur les questions de gestion, de transformation de conflit et le processus de paix au centre et au nord du Mali. Ces ambassadeurs ont mené des évaluations locales de conflit dans 12 communautés et initié 70 initiatives de paix pour régler ces conflits.

Les contributions des forces armées canadiennes à travers l'opération PRESENCE sont sans appel au Mali, en effet, le Canada s'est engagé à fournir des capacités militaires de grande valeur dans diverses missions de maintien de la paix des Nations Unies. Le premier de ces déploiements constituait une force opérationnelle aérienne déployée du 1er août 2018 au 31 août 2019 au sein de la MINUSMA. La force opérationnelle comprenait trois hélicoptères chinooks utilisés pour fournir à la MINUSMA une capacité de transport et de logistique essentielle en cas d'urgence. La force opérationnelle a été déployée pendant un an à Gao, dans le nord du Mali, et a effectué 11 évacuations médicales et plus de 100 missions de transport (Canada, 2019b). En janvier 2019, le Canada a déployé des policiers au Mali pour appuyer la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali et la réforme des services de sécurité du Mali (Canada, 2019b).

Au Burkina Faso, le Canada a apporté des contributions substantielles pour la paix et la sécurité à travers le programme canadien de renforcement des capacités en matière de lutte contre le terrorisme (PCRLCT) en Afrique subsaharienne. Concrètement, ce programme a investi dans la période 2019 à 2024 une somme totalisant 23 millions de dollars aux États de l'Afrique de l'Ouest, dont 7,3 millions, au Burkina Faso. De 2019 à 2024, le PCRLCT a versé plus de 23 millions de dollars aux États d'Afrique de l'Ouest et du Sahel, dont plus de 7,3 millions au Burkina Faso (Canada, 2020). Des formations de renforcement de capacité opérationnelle étaient délivrées par les Forces armées canadiennes (FAC) aux forces armées burkinabés dans le but de faire face à la menace tenace du terrorisme. Notons que depuis le coup d'État militaire de janvier 2022, le ministère de la Défense nationale (MDN) a suspendu cette formation.

Des programmes supplémentaires visant à contenir les attaques terroristes par la formation, l'équipement et l'assistance technique ont appuyé les efforts de lutte contre les engins explosifs improvisés et d'amélioration de la collecte, de l'enregistrement et de l'utilisation des preuves recueillies sur le champ de bataille aux fins de poursuites criminelles,

Au Niger, dans le cadre du Programme des opérations de paix et de stabilisation, le Canada a contribué aux activités de paix et de sécurité. Il a appuyé les efforts de médiation du Niger auprès

des groupes armés, le renforcement des capacités régionales de gestion des armements et, pour les femmes du Sahel, y compris du Niger, l'accroissement de leurs capacités à s'intégrer aux processus de paix et à devenir des actrices de la résolution des conflits (Canada, 2019a). Au niveau des relations commerciales, le Canada et le Niger entretiennent des relations commerciales bilatérales établies, offrant des perspectives de croissance dans les secteurs des énergies renouvelables, des mines et des technologies de l'information et des communications (Canada, 2019). En ce qui concerne les échanges bilatéraux de marchandises pendant l'année 2023, ils sont estimés à 14,5 millions de dollars, les exportations étant évaluées à 11 millions de dollars et les importations canadiennes venant du Niger étant estimées à 3,4 millions de dollars. Les investissements directs canadiens au Niger ont totalisé 102 millions de dollars (Canada, 2019).

Le Burkina Faso est l'objet d'une concentration importante d'investissements commerciaux dans le secteur minier, atteignant la somme impressionnante de 1,2 milliard de dollars pour l'année 2022. En 2023, les échanges bilatéraux ont atteint 37 millions de dollars. Ces investissements massifs et ces échanges constituent des atouts importants pour une relation bilatérale optimisée et contribuent visiblement au développement économique du Burkina Faso. En 2023, les investissements directs canadiens au Burkina Faso ont totalisé 1,1 milliard de dollars. (Canada, 2020).

Les relations commerciales entre le Canada et le Mali sont caractérisées par des investissements du secteur privé canadien dans le secteur minier. En 2021, les investissements directs canadiens au Mali ont totalisé près de 1,5 milliard de dollars. Les investissements combinés du secteur privé canadien au Mali font du Canada l'une des principales sources d'investissement au pays. Ces investissements sont devenus un levier économique important qui contribue de manière significative aux recettes fiscales du Mali ainsi qu'au développement local. En 2022, le commerce bilatéral de marchandises a atteint 29,9 millions de dollars, dont 26 millions de dollars en exportations et 3,9 millions de dollars en importations. En ce qui a trait aux subventions financières et à l'aide au développement, il est juste de dire que le Canada se classe parmi les pays qui apportent la plus grande contribution à ces trois nations sahéliennes sur la scène internationale. Au Mali

depuis l'an 2000, le Canada apporte une aide financière internationale qui s'élève à plus de 1,8 milliard de dollars. Il est crucial de noter à cette étape qu'à la suite du renversement du régime du président Ibrahim Boubacar Keïta par un groupe d'officiers et cadres militaires en août 2020, le Canada a suspendu tout soutien budgétaire direct au gouvernement du Mali, tout en maintenant l'aide humanitaire. Les aides en direction du Mali étaient orientées essentiellement dans trois domaines principaux qui sont le renforcement des services sociaux de base (santé, éducation), notamment par des investissements importants dans la santé et les droits sexuels et reproductifs depuis 2010 ; le développement rural, y compris le renforcement de la résilience face au changement climatique et l'accès à des services financiers inclusifs ; et la consolidation de la gouvernance inclusive pour restaurer la démocratie (Canada, 2019b).

En ce qui concerne le Niger, ce pays a bénéficié d'une allocation en termes d'aide internationale de la part d'Ottawa d'une valeur estimée 339 millions de dollars depuis la période de 2017 (Canada, 2019a).

De 2011 à 2022, le Canada a fourni plus de 647 millions de dollars en aide au développement au Burkina Faso. Ce montant comprend 104 millions de dollars pour l'exercice financier 2021-2022 (du 1er avril au 31 mars). Cette aide financière importante a produit des résultats concrets dans les domaines respectifs de l'éducation et de la santé des jeunes filles (Canada, 2020).

On note au regard des faits concrets énumérés dans cette section sur le plan commercial, sécuritaire et sur le plan de l'aide au développement le caractère excellent des relations de coopération entre le Canada et les États du sahel avant les régimes militaires et l'escalade des tensions. En dépit des tensions manifestes qui ont surgi à la suite du non-respect des règles démocratiques et engagements internationaux pris par les militaires, on retient qu'Ottawa n'a pas coupé tous les ponts, en l'occurrence le pont commercial et des aides cette fois-ci par le truchement des organisations de la société civile et des organisations non gouvernementales. Nous le verrons dans la section suivante.

2.2 Les relations de coopération entre le Canada et les États du sahel après l'avènement des régimes militaires et l'escalade des tensions

Dès la prise du pouvoir par les militaires, les partenaires occidentaux, parmi lesquels figure le Canada, ainsi que la communauté ouest-africaine, ont exigé et, le respect inconditionnel des engagements internationaux pris par ces États, notamment ceux du protocole additionnel sur la démocratie et la bonne gouvernance de la CEDEAO, qui proclame avec clarté en son article1 que « Toute accession au pouvoir doit se faire à travers des élections libres, honnêtes, et transparentes » (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, 2001). La communauté internationale et les partenaires ont insisté sur le rétablissement rapide du président déchu à ses fonctions, tout en encourageant pour les plus brefs délais le retour au fonctionnement normal des institutions civiles et politiques (Mali, 2020a).

Pour les Nigériens, les Maliens et les Burkinabés, la démocratie conditionnelle imposée par les partenaires étrangers constitue une violation flagrante de leur souveraineté nationale et de leur droit à disposer d'eux-mêmes.

En d'autres termes, les trois États constituant la confédération des États du sahel ont accueilli cette exigence de leurs partenaires internationaux comme une violation du principe indérogeable de la non-ingérence dans les affaires internes d'un État souverain garanti par le droit international et la charte des nations unies. Il est nécessaire de rappeler que la stratégie de la conditionnalité démocratique n'est pas une manœuvre nouvelle, elle a historiquement rythmé les relations entre les pays occidentaux et les pays africains, permettant ainsi aux Occidentaux de contrôler des leviers d'influence stratégique dans la gestion des affaires internes des États anciennement colonisés, de faire main basse sur leurs ressources naturelles et d'influencer leur préférence politique (Sadio, 2019).

Face à la farouche résistance qu'ont opposée les régimes militaires aux exigences internationales, la CEDEAO a procédé à des sanctions conformément à l'article 77 du traité de 1993 qui habilite la conférence des chefs d'État, organe suprême de l'organisation, à imposer des sanctions à tout État

membre qui ne respecte pas ses obligations communautaires (Keita, 2025). Rappelons que l'article 45 (2) du Protocole sur la Démocratie et la Bonne Gouvernance octroie à la CEDEAO le droit d'intervenir en cas de non-respect de ces normes par un État membre (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, 2001). Ce sont ces mécanismes juridiques qui ont été mis en exécution dans le cas du Mali, et les autres États en vue de rétablir l'ordre constitutionnel après les coups d'État (Keita, 2025).

Les sanctions massives qui ont été infligées au Mali ont suscité de vives tensions et discussions au sein de la communauté intellectuelle africaine.

En effet, un groupe au sein de cette communauté dénonce l'absence de fondement juridique solide capable de soutenir la légalité des sanctions (Commerciales, bancaires et financières, etc.), comme une certaine opinion tente de faire croire (Zevounou, 2022). Ils suspectent plutôt la CEDEAO de défendre des intérêts externes, ceux de la France en particulier à travers ces sanctions.

Le Canada, quant à lui, n'est pas resté en marge, il s'y est mis dans la tendance des sanctions internationales, comme ses alliés occidentaux. Cette situation a fortement contribué à l'escalade des tensions et à la dégradation de la qualité de sa coopération avec les États du sahel sur le plan sécuritaire, et des programmes d'aide internationale.

Sur le plan des aides internationales, dans un communiqué officiel d'Affaires mondiales datant du 5 août 2023, après une protestation vigoureuse contre le coup d'État qui a renversé le régime du président Mohamed Bazoum, le qualifiant d'« atteinte grave à la démocratie et d'attaque contre l'état de droit » (Canada, 2023), le Canada a suspendu ses aides directes au gouvernement du Niger, prétextant que « dans le contexte actuel, il serait impossible de maintenir le soutien direct au gouvernement du Niger tout en garantissant l'utilisation des sommes aux fins prévues et de manière efficace ».

Il est crucial de mentionner que depuis octobre 2020, le Canada a un programme bilatéral de coopération au développement avec le Niger, qui devait atteindre un budget annuel de 10 millions de dollars d'ici 2026. Le programme a versé 2,71 millions de dollars en 2021-2022. Le

communiqué poursuit en apportant son soutien aux efforts de la communauté internationale et aux initiatives de médiation de la CEDEAO pour le retour de l'ordre constitutionnel au Niger et le rétablissement immédiat du gouvernement démocratiquement élu. (Canada, 2023).

Concernant le Burkina Faso, semblable au Niger, le Canada a promptement interrompu son soutien financier direct à la nation après le premier coup d'État en janvier 2022. Néanmoins, il a continué à fournir une aide humanitaire aux communautés défavorisées qui font face à des conditions humanitaires difficiles. Cette aide humanitaire se déroule par l'entremise des acteurs privés de confiance expérimentés en la matière, comme la croix rouge, les Nations unies et les Organisations non gouvernementales (ONG). Elle cible notamment l'aide alimentaire, des traitements contre la malnutrition aiguë et d'autres soins de santé essentiels, l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, ainsi que des services de protection (Canada, 2020). Dans le cas du Mali les aides ont également été suspendues.

Sur le plan sécuritaire, la rupture de la collaboration est brutale et totale avec les forces internationales en présence sur les théâtres d'Operations dans les trois États de confédération du sahel. Le personnel des forces armées canadiennes incorporé dans les missions internationales de sécurisation avec leurs partenaires occidentaux ainsi que des détachements complets se voient forcés de surseoir à leur mission de formation et de paix. C'est l'exemple du Burkina Faso que nous avons indiqué plus haut, le Canada a suspendu sa mission de formation des forces armées de ce pays en vue de faire face à la menace asymétrique.

Les opérations de paix de l'ONU n'ont lieu qu'à la demande du pays hôte. Au milieu de 2023, le gouvernement malien a demandé aux forces de maintien de la paix de l'ONU de quitter le pays. Il a affirmé que la mission MINUSMA n'avait pas réussi à stabiliser le pays. Après une décennie d'efforts de maintien de la paix, l'effort multinational au Mali a pris fin (Gouvernement du Canada, 2026).

Dans cette section, il en ressort que le Canada et les États du Sahel ont, par le passé, entretenu une coopération harmonieuse et mutuellement bénéfique, notamment avant l'instauration des régimes

militaires. Cette alliance s'appuyait sur des soutiens variés, allant de la sécurité au financement. Toutefois, ces soutiens ont été interrompus lorsque les tensions avec les partenaires sur place ont atteint un niveau critique. Les sanctions qui en ont découlé ont eu des effets considérables sur le fonctionnement des États concernés, constituant ainsi l'un des principaux facteurs de la rupture.

2.2.1 Les conséquences des sanctions internationales et leurs implications géopolitiques : cas du Mali

Les sanctions de la communauté internationale ont globalement produit des effets paralysants sur l'économie du Mali, notamment une augmentation significative de la dette publique, passant de 35,9% du PIB en 2016 à 52,0% en 2021, exacerbée par une hausse de la dette interne. Elles ont également freiné la perspective stratégique du pays visant à respecter les critères de convergence de l'UEMOA et de la CEDEAO (Sissoko et Dembele, 2023), elles n'ont toutefois pas réussi à faire fléchir les régimes militaires pour qu'ils rétablissent l'ordre constitutionnel en instaurant des gouvernements élus, jouissant d'une légitimité démocratique inattaquable.

Elles ont en outre accentué les tensions entre les pays de l'Alliance des États du Sahel (AES), dorénavant sous l'influence de nouveaux alliés sino-russes, et ceux de l'Occident, comme le Canada et la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Cette conjoncture inédite a transformé la sous-région à un espace géostratégique crucial caractérisé par une augmentation significative des rivalités géopolitiques et des luttes d'influence des puissances mondiales (Polet, 2025).

Le succès des BRICS+ dans cette région est sans doute attribuable au fait que les pays de l'AES sont déterminés à remplir le vide géopolitique et partenarial qui a émergé à la suite de leur rupture avec l'Occident dans des domaines critiques, tels que la défense et la sécurité. De plus, les BRICS+ sont engagés théoriquement de ne pas intervenir dans les affaires intérieures des États, contrairement au collectif occidental qui lui s'octroie le droit de veiller au respect des principes démocratiques et de l'état de droit de ses partenaires.

Les sanctions ont donc produit des conséquences sévères sur l'économie des États du sahel et accéléré leur basculement dans la sphère d'influence des adversaires géopolitiques de l'occident que sont la Russie et la Chine.

Le vote des pays africains en 2020 pour la Norvège au détriment du Canada au Conseil de sécurité des Nations unies n'est ni un acte conjoncturel ni un acte accidentel. Il s'inscrit dans un long processus partenarial et diplomatique stratégique pragmatique, moins incisif et visiblement moins aligné comparativement à Ottawa, qui conditionne ses actions à la consolidation démocratique

2.2.2 Le pragmatisme politique norvégien est une source d'inspiration pour Ottawa

Dans sa stratégie pour l'Afrique, les autorités norvégiennes sont formelles et estiment que, pour un meilleur développement de la région, les autorités nationales du Sahel doivent être responsabilisées et piloter leur développement (ministère des Affaires étrangères et de Norvège, 2021). En des termes plus explicites qu'elles doivent jouir comme tout État souverain du droit de définir ses choix, ses priorités nationales et ses préférences en matière de coopération et de partenariat là où l'occident, y compris le Canada, émet des critiques acerbes vis-à-vis de certaines orientations tactiques des dirigeants principalement sur partenariat sécuritaire pour venir à bout du terrorisme.

La Norvège soutient plusieurs initiatives de paix et de réconciliation au Sahel et privilégie davantage le dialogue comme moyen de résolution des conflits aux niveaux local, national et régional. La Norvège appuie le travail consacré à la bonne gouvernance économique et à la mobilisation des ressources nationales par son financement de base conséquent à la Banque mondiale et la Banque africaine de développement.

Par le biais des programmes de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) en Afrique occidentale, la Norvège contribue au développement de systèmes judiciaires accessibles, efficaces et fiables. Le renforcement des tribunaux, de la police, des gardes-frontières et de l'administration pénitentiaire dans de grandes parties des pays est important pour combattre

le crime organisé, la traite des êtres humains et le trafic de drogue, le terrorisme, la corruption et l'impunité (ministère des Affaires étrangères et de Norvège, 2021).

Pendant la course à l'élection du Conseil de sécurité des Nations unies, Nicolas Moyer, président du Conseil canadien pour la coopération internationale, a déclaré : « Nous ne nous comparons pas très bien par rapport à nos concurrents ». Cette déclaration d'une personnalité de cette envergure s'explique par le fait qu'Ottawa traînait les pas à atteindre l'objectif de l'ONU sur le plan des dépenses liées au développement, qui est de 0,7 % du revenu national brut. Rappelons qu'au moment des faits, les dépenses canadiennes à ce chapitre n'atteignent que 0,3 %, ce qui le place près du bas du peloton parmi la trentaine des plus riches pays de la planète. Par comparaison, la Norvège consacre 1 % de ses revenus à l'aide étrangère, tandis que l'Irlande a présenté un plan visant à atteindre l'objectif de 0,7 %. (Blanchfield, 2020).

Le support d'un État à un tel enjeu diplomatique dépend de la solidité des liens et surtout des soutiens que vous apportez à son processus de développement. Le gouvernement actuel de M.Carney, quant à lui, montre moins de signaux en termes de coopération avec l'Afrique, lui qui a appelé au cours de sa prise de parole au forum économique de Davos en janvier 2026 à l'union des puissances moyennes contre l'hégémonie américaine et les efforts des grandes puissances pour soumettre les petits (ICI.Radio-Canada.ca, 2026b). Il devrait se souvenir constamment que le soutien de l'Afrique à une telle bataille est fondamental.

Ottawa devrait s'inspirer du pragmatisme norvégien et tirer des leçons importantes de cette situation, en comprenant les demandes politiques de ses partenaires africains et sahéliens dans le but de recalibrer sa stratégie dans un environnement fondamentalement concurrentiel.

Il est manifeste que les gouvernements canadiens seront plus enclins à se rallier à la politique globale de l'Occident envers le monde en développement en raison de leur dépendance historique envers les institutions politiques et militaires occidentales, mais aussi en raison de leur relation particulière et unique avec leur voisin, les États-Unis d'Amérique.

La position internationale du Canada a la suite de l'invasion de l'Ukraine le 24 février 2022 par la Russie et les appuis aux sanctions contre les États du Sahel sont des révélateurs factuels d'un alignement diplomatique automatique qui suscite la question légitime de l'autonomie diplomatique du Canada.

CHAPITRE 3

LES CONTRAINTES STRUCTURELLES DE LA DIPLOMATIE CANADIENNE

Dans ce chapitre, il sera question d'analyser la souveraineté diplomatique d'une puissance moyenne comme le Canada, intégrée au sein du bloc occidental aux côtés d'États dominants, tels que les États-Unis. Afin d'évaluer son degré d'autonomie diplomatique, nous examinerons d'abord les rapports d'influence à l'intérieur du système international. Ensuite, la guerre en Ukraine servira de cas d'étude pour mieux comprendre les positions adoptées par Ottawa sur la scène internationale, et pour déterminer si celles-ci relèvent d'une véritable autonomie ou d'une logique d'alignement. Enfin, nous mettrons en lumière les opportunités ainsi que les risques associés à ces positionnements.

Les contraintes structurelles de la diplomatie canadienne sont perceptibles à la lumière de la reconfiguration géopolitique mondiale en cours marquée par la guerre en Ukraine, le puissant repositionnement politique stratégique des BRICS+ qui s'accompagne de la contestation tous azimuts du système libéral notamment par les États du Sahel.

En raison de son statut de puissance moyenne intégrée au sein du collectif politique occidental, Ottawa dépend structurellement de l'OTAN, du G7, du G20 et de l'OCDE. Il reste, par conséquent, en quasi-incapacité de se soustraire des manœuvres hégémoniques du bloc occidental mondialement incarné par les États-Unis. Cette dépendance structurelle réduit de manière substantielle les possibilités d'action et les capacités pour une puissance moyenne, comme le Canada, de s'affranchir des logiques d'alignement diplomatique systématique, surtout dans ce contexte mondial particulier marqué par une confrontation entre la Russie, la Chine et les puissances du nord global

3.1 La guerre en Ukraine comme révélateur de l'alignement structurel canadien

La guerre en Ukraine est un révélateur fondamental des contraintes structurelles qui pèsent sur la souveraineté diplomatique du Canada. En vérité, dans ce conflit, Ottawa a constamment ou presque toujours adopté une position conforme à celle des puissances euroatlantiques et américaines. Cela est vrai tant en ce qui concerne le soutien politique et les sanctions contre Moscou qu'en ce qui concerne la fourniture de matériel militaire à l'Ukraine.

Il faut rappeler à cet effet que le gouvernement du Canada, de concert avec des pays aux vues similaires, a adopté des sanctions au titre de règlements pris en vertu de *la Loi sur les mesures économiques spéciales* (LMES). Ces sanctions interdisent de faire des transactions (ce qui entraîne dans les faits un gel des avoirs) avec les particuliers et entités désignés qui soutiennent ou facilitent la violation de la souveraineté de l'Ukraine par la Russie. Depuis 2014, en coordination avec ses partenaires, le Canada a imposé des sanctions à plus de 3 000 particuliers et entités en Russie, au Bélarus, en Ukraine et en Moldavie (Gouvernement du Canada, 2025b).

Même si le gouvernement canadien considère ces sanctions comme un appui à la défense de la souveraineté territoriale de l'Ukraine, de la démocratie et des droits des personnes (Gouvernement du Canada, 2025b), faisant donc usage du régime de la responsabilité internationale, il n'est pas écarté de percevoir ces agissements sous l'angle d'un pragmatisme politique et un alignement systémique.

La position géographique du Canada et sa proximité immédiate avec son grand voisin les États-Unis ne laissent aucun doute sur sa dépendance envers le géant américain. (Coulon, 2021). En effet, la puissance de l'économie américaine combinée à la surpuissance de son complexe militaro-industriel et culturel a progressivement fait glisser le Canada dans sa zone d'influence.

L'ancien diplomate canadien Derek Burney exerçant aux États-Unis rappelait dès 2005 que « aucun pays n'a examiné, pesé et soupesé sa politique étrangère souvent et aussi ouvertement que le

Canada » (Coulon, 2021). Cette affirmation se fait dans un contexte de protestation contre la forte dépendance de la politique étrangère de son pays à son voisin américain. Il est crucial de souligner qu'aucune dépendance, même celle du Canada envers son voisin, n'est un choix délibéré et consensuel. Elle va toujours des déséquilibres.

Les relations commerciales et militaires avec les États-Unis influencent inévitablement les conclusions de toutes analyses de la politique étrangère canadienne. En effet, environ la moitié des importations canadiennes proviennent des États-Unis et 80 % des exportations canadiennes se font vers les États-Unis. À l'inverse, les exportations américaines vers le Canada ne représentent qu'autour de 20 % du total, et environ 15 % des importations américaines proviennent du Canada (Cornut, 2023). Il ressort, après une observation empirique de ce tableau qui dresse les échanges et les flux commerciaux entre les deux États, l'existence manifeste d'une dépendance canadienne à la production et au marché domestique américain. Cette dépendance économique entraîne systématiquement des implications géopolitiques influençant par ricochet ses prises de position internationales.

Sur le plan de la livraison d'armes, à l'instar des pairs européens et des Américains, le Canada s'est engagé à accorder à l'Ukraine une aide militaire d'une valeur estimée à 6,5 milliards de dollars. Cette contribution, selon le gouvernement fédéral, notamment en matière de formation, d'équipement et de transport, a joué un rôle essentiel dans la contre-offensive de l'Ukraine (nationale, 2022).

Nous avons établi l'existence d'une corrélation entre l'expansion des BRICS+ et l'érosion des mécanismes structurels qui sous-tendent le multilatéralisme libéral, qui ont autrefois façonné l'influence diplomatique du Canada. Cette expansion fulgurante a également contribué à affaiblir les mécanismes traditionnels de la gouvernance mondiale, qui représentent des leviers de la puissance occidentale et du Canada en particulier.

Par conséquent, Ottawa fait face à l'effondrement de sa capacité d'influence structurelle, car sa diplomatie est étroitement liée à un ordre international libéral en déclin. La diplomatie canadienne

fait face à des défis structurels dans un contexte marqué simultanément par l'émergence des BRICS+ sur la scène internationale, la guerre en Ukraine et la réorganisation de la géopolitique internationale, avec une intensification des rivalités entre les puissances sous forme de guerre informationnelle en Afrique de l'Ouest et dans les pays du Sahel. Cette situation crée une double perception. D'une part, il y a la perception d'une dépendance accrue du Canada vis-à-vis du bloc occidental, ce qui entraîne une perte d'autonomie décisionnelle pour Ottawa.

D'autre part, on observe une diminution relative de son influence sur la scène internationale, où un système de plus en plus multipolaire émerge, dans lequel les structures traditionnelles du système libéral ne sont plus assez puissantes pour servir de tremplin à une influence mondiale. Cette situation place le Canada en tant que puissance moyenne insérée dans un ordre hégémonique dans une posture relativement paradoxale, voire contradictoire, oscillant entre la défense de principes normatifs d'un ordre et la reproduction d'une dépendance structurelle.

Cependant, Ottawa devra mobiliser les ressources distinctives nécessaires pour regagner la confiance de ses partenaires africains et sahéliens en rupture de ban avec l'occident. Cette démarche politique nécessite une restructuration solide et une réorganisation rationnelle de sa politique étrangère envers ceux-ci. Il s'agit grosso modo de définir de nouveaux cadres stratégiques en vue d'encadrer et d'impulser de nouvelles dynamiques productives pour les deux parties.

CHAPITRE 4

PERSPECTIVES, SCÉNARIOS ET PROPOSITIONS POUR LA COOPÉRATION ET LA DIPLOMATIE CANADIENNE

Dans ce chapitre, nous proposons d'examiner deux scénarios : la première porte sur le maintien d'une diplomatie normative dans un monde de plus en plus polarisé, tandis que le second explore l'adaptation pragmatique du Canada à la multipolarité et à l'émergence des BRICS+. Il convient de souligner qu'il ne s'agit pas de solutions toutes faites, mais plutôt de pistes de réflexion visant à optimiser le positionnement international du Canada et à renforcer son rayonnement. À cet égard, nous analyserons également les opportunités et les risques associés à chacun de ces scénarios. Par ailleurs, nous aborderons brièvement les opportunités et les risques auxquels le Canada est confronté dans un monde multipolaire en recomposition. Ces propositions s'inscrivent dans un contexte mondial, et particulièrement sahélien, où la diplomatie normative est de plus en plus contestée et souvent perçue comme une forme d'ingérence.

4.1 Scénario 1 : Maintien d'une diplomatie normative dans un monde polarisé

Le Canada, tout comme le reste du monde occidental, poursuit une forme de diplomatie axée sur la promotion de normes libérales, telle que la démocratie, les droits de la personne, l'État de droit et une bonne gouvernance. Cette approche s'inscrit dans la tradition historique de la politique étrangère canadienne. Cependant, nous avons relevé plus haut les limites structurelles et les implications d'alignement systémique qui paralysent l'efficacité diplomatique d'une puissance moyenne comme le Canada, incorporé dans un bloc politique composé de grands joueurs comme les États-Unis.

De plus, les valeurs libérales font l'objet d'un rejet énergique de la part du monde du Sud, qui les qualifie de valeurs occidentales néocolonialistes. Leur mode opératoire insidieux est perçu comme

une condition préalable à la démocratie, permettant de prendre le contrôle des sociétés étrangères, en particulier dans les contextes de régimes militaires au Sahel. En conséquence, le Canada devrait revoir sa politique étrangère en adoptant une approche pragmatique et moins idéologisée, à l'image de celle des puissances alternatives, tel que les BRICS+, y compris certains de leurs alliés, comme la France. Cette dernière a su maintenir des relations fructueuses avec des régimes autrefois qualifiés d'exceptionnels » ou de « transitions », comme celui du Gabon et la guinée Conakry.

Le cas des États-Unis est interpellateur qui entretiennent d'excellentes relations de coopération avec les monarchies pétrolières du golfe, en particulier l'Arabie saoudite, malgré la nature autoritaire de cette théocratie agissant comme un « État proxy » pour défendre les intérêts américains au Moyen-Orient.

Ce scénario vise à favoriser la pérennité des liens diplomatiques et coopératifs, et à renoncer à la tentation de faire pression sur les régimes sahéliens pour qu'ils évoluent vers le système démocratique et les valeurs connexes du libéralisme politique qu'ils considèrent à tort ou à raison comme étrangères à leurs référents sociétaux historiques. La souveraineté étant devenue l'empreinte principale des discours publics des dirigeants des États du Sahel. Cette perspective ouvre des avenues d'opportunités comme le rayonnement de sa diplomatie, qui sera perçue comme conciliante et moins agressive, cette perception facilite la normalisation des relations sur tous les plans, notamment sur le plan économique. À l'inverse, le maintien de cette diplomatie qui ne se renouvelle pas comporte des risques que nous avons déjà énumérés plus haut, la perte progressive de l'influence diplomatique, la fermeture des opportunités d'affaires et des alignements et les contraintes structurelles.

4.2 Scénario 2 : Adaptation pragmatique du Canada à la multipolarité et aux BRICS+.

Dans ce deuxième scénario, nous encourageons le Canada et sa diplomatie à examiner l'hypothèse selon laquelle le système hégémonique occidental pourrait perdurer éternellement grâce à des

ajustements superficiels, des réformes mineures ou encore en utilisant la force. Il apparaît plutôt nécessaire de reconnaître la réalité des transformations en cours et de s'y adapter. Ces mutations s'inscrivent dans un contexte de profond bouleversement géopolitique, marqué notamment par la contestation croissante de l'ordre libéral international par les BRICS+, la guerre en Ukraine, ainsi que le recul de l'influence occidentale en Afrique.

À partir de ce constat mondial irréfragable, la nécessité d'une adaptation stratégique s'impose par la diversification des partenariats et la création d'un cadre de dialogue renforcé avec les puissances émergentes. Ces deux opérations permettront dans un premier temps à Ottawa de trouver de nouveaux débouchés en termes de marchés potentiels pour consolider la performance de son économie, trouver des opportunités pour investisseurs canadiens à l'étranger.

La visite du Premier ministre Carney, qui s'est déroulée du 13 au 17 janvier 2026 en Chine, a constitué une occasion historique. Elle a permis, en effet, d'ouvrir un nouveau chapitre dans la diplomatie chinoise du Canada, de renforcer le dialogue et la communication, de redécouvrir une politique réciproque, d'étendre la coopération concrète, et de gérer de manière constructive les divergences.

La Chine représente incontestablement un géant international avec lequel le Canada doit apprendre à composer afin de réduire sa forte dépendance à l'égard de son voisin américain. Elle constitue le deuxième partenaire commercial du Canada. En 2025, le volume des échanges de biens entre le Canada et la Chine s'est élevé à 89,62 milliards de dollars américains, avec un excédent de plus de 6 milliards en faveur de la Chine (ICI.RadioCanada.ca, 2026a)

Il est crucial dans un tel contexte de prioriser le dialogue continu aux sanctions, qui apparaissent souvent comme des punitions et une humiliation pour les peuples. La réussite d'un tel défi exige au gouvernement fédéral d'établir une commission mixte composée d'experts des deux pays, chargée d'engager des pourparlers ouverts et transparents. Cette commission aurait pour mission de dissiper les malentendus politiques et d'apaiser les tensions sous-jacentes.

C'est à ce prix qu'on aboutira à une coopération renouvelée idéologiquement non conditionnelle, respectueuse de la souveraineté des partenaires et plus centrée sur les gains mutuels et instrumentaux. À travers ce scénario, qui recommande une diplomatie raffinée et flexible, Ottawa optimisera sa capacité d'influence en se positionnant comme un des leaders mondiaux des puissances intermédiaires capables de rapprocher les forces antagonistes. Ce scénario comporte des risques malgré tout, il peut laisser transparaître l'idée que le Canada se retourne vers des adversaires politiques opposés le bloc occidental, cela peut entraîner l'érosion de la confiance avec ses partenaires traditionnelles. Les risques d'une dégringolade de son identité et sa réputation internationale sont aussi engagés.

4.3 Opportunités pour le Canada dans un monde multipolaire

Le contexte international multipolaire offre potentiellement à l'ensemble des acteurs forts et moyen, comme le Canada, d'optimiser leur Soft Power. En accordant une importance particulière à une diplomatie axée sur des outils tels que l'expertise technique, la médiation, le renforcement institutionnel et le climat, le Canada peut améliorer sa réputation en tant qu'acteur fiable éloigné de l'ingérence politique et d'une approche prétentieuse.

Au regard de son statut de puissance moyenne affiliée à l'occident, Ottawa dispose d'une opportunité importante en matière de diplomatie de médiation. Il peut, par exemple, jouer le rôle de facilitateur entre le nord et le sud et parallèlement s'investir à rapprocher les puissances occidentales le bloc émergent des BRICS+.

L'influence la plus durable et efficace est humaine et culturelle, elle dépasse l'influence idéologique et militaire. Pour cette raison, le Canada doit inclure dans son nouveau portefeuille diplomatique des instruments, comme la formation des futurs cadres et dirigeants africains et ouest-africains à travers des coopérations universitaires, l'octroi de bourses, des coopérations culturelles, l'établissement de passerelles pour des étudiantes efficaces, la création de nouveaux réseaux constitués d'universitaires, de chercheurs et d'entrepreneurs pour faciliter le relais sur le continent.

Le Canada, comme la Russie et la Chine, ne porte pas d'héritage colonial, c'est un atout précieux qui faciliterait son implantation dans un écosystème de plus en plus hostile aux pratiques coloniales et néocoloniales. Il est donc crucial de construire un narratif solide et cohérent sur cet avantage comparatif historique combiné à un engagement différencié avec les régimes de l'AES dans le but d'accroître son influence et son prestige diplomatique dans la région.

4.2 Risques et contraintes.

L'amplification de la compétition géopolitique avec les BRICS+ représente manifestement une contrainte structurelle majeure pour la diplomatie canadienne.

En vérité, l'adhésion grandissante et l'émergence remarquable de ce pôle géopolitique alternatif au leadership occidental entraînent un remaniement des cartes et une redéfinition des rapports de force sur la scène mondiale. Cela intensifie la compétition pour le contrôle des ressources naturelles, des marchés émergents, des sites stratégiques et de l'influence politique dans les pays considérés comme « pivots » ou situés à la périphérie.

Dans cet écosystème, Ottawa, en raison de son statut de puissance moyenne fortement intégrée dans une architecture globale occidentale, dispose de capacités insuffisantes pour influencer les décisions de l'ensemble. L'appui apporté à l'Ukraine et l'engagement accru dans le cadre du dispositif de défense collective de l'OTAN ont entraîné une révision majeure des priorités, ce qui a affecté l'efficacité des opérations politiques et stratégiques du gouvernement canadien dans des zones géostratégiques cruciales, telles que l'Afrique de l'Ouest et les pays sahéliens. Ce phénomène de réallocation des ressources contribue à une forme de marginalisation relative, dans un contexte où d'autres puissances investissent activement ces espaces laissés en tension.

Parallèlement, l'instabilité sécuritaire et la vulnérabilité institutionnelle en Afrique de l'Ouest rendent plus complexes les activités extérieures canadiennes. En vérité, les changements de gouvernement démocratiquement élus par le vote populaire, l'importance du conflit asymétrique dans la région et la dispersion de l'organisation régionale ont profondément ébranlé les fondements de la collaboration et des relations diplomatiques. Ces variables conjoncturelles augmentent les

risques opérationnels et limitent les leviers diplomatiques classiques fondés sur la coopération institutionnelle.

À ces contraintes matérielles s'ajoute une crise de légitimité des normes occidentales. Le discours libéral sur la démocratie, les droits de la personne et la bonne gouvernance est de plus en plus perçu comme sélectif, instrumentalisé et asymétrique, particulièrement dans un environnement marqué par les interventions passées et les inégalités structurelles nord-sud.

Cette contestation affaiblit la capacité de projection normative du Canada et érode son influence dans des contextes où la souveraineté et l'autonomie stratégique sont devenues des référents centraux. L'ensemble de ces dynamiques traduit une transition vers un environnement international plus fragmenté et conflictuel, où la capacité d'influence dépend moins de la proclamation de valeurs universelles que d'une adaptation stratégique fine aux recompositions du pouvoir global.

CONCLUSION

Le présent travail avait pour ambition d'analyser les relations de coopération entre le Canada et l'Afrique, plus spécifiquement l'Afrique de l'Ouest et les États regroupés au sein de l'Alliance des États du Sahel (AES), dans un contexte international marqué par une accélération des bouleversements géopolitiques. À travers l'étude de la guerre en Ukraine, de la montée en puissance des BRICS+ et de la recomposition politique et sécuritaire ouest-africaine, il s'agissait de comprendre comment ces dynamiques redéfinissent l'environnement stratégique du Canada et transforment les conditions de son engagement diplomatique, économique et sécuritaire sur le continent africain.

Au terme de cette analyse, il apparaît clairement que nous assistons à une transition historique du système international. L'ordre libéral issu de l'après-guerre froide, fondé sur la centralité occidentale, le multilatéralisme institutionnel et la diffusion normative de la démocratie, est aujourd'hui soumis à des tensions profondes. La guerre en Ukraine a agi comme un révélateur brutal de ces fragilités. Elle a introduit sur le sol la guerre de haute intensité avec des technologies militaires avancées et accentué la polarisation entre les blocs rivaux, elle a mis également en exergue la dépendance énergétique vitale de l'Europe, la vulnérabilité des chaînes d'approvisionnement mondiales et le renouvellement accru des alliances militaires.

Dans ce contexte, le Canada, traditionnellement attaché au multilatéralisme, à la diplomatie préventive et à la promotion des droits de la personne, évolue désormais dans un environnement dominé par des logiques de puissance plus affirmées. L'usage massif des sanctions économiques, la militarisation accrue des politiques étrangères et la consolidation des blocs idéologiques traduisent une transformation structurelle de l'ordre international. Cette mutation impose au Canada une réflexion stratégique sur sa posture globale, y compris en Afrique.

Parallèlement, la montée en puissance des BRICS+ constitue l'un des phénomènes les plus significatifs de cette transition. En regroupant des puissances démographiques et économiques

majeures, le groupe s'affirme progressivement comme un système alternatif de gouvernance international occidental, son élargissement récent renforce sa légitimité auprès de nombreux États du Sud global, particulièrement les États du sahel qui traversent des périodes politiques et sécuritaires très difficiles marquées par l'exacerbation des tensions avec l'occident et la communauté régionale, la CEDEAO. Les BRICS+ contestent la domination des institutions internationales traditionnelles, promeuvent une architecture mondiale multipolaire et égalitaire fondée sur le respect strict de la souveraineté nationale et du principe de non-ingérence dans les affaires internes des États, quel qu'en soit leur statut international.

Cette ambition trouve une résonance particulière en Afrique. En effet, le continent, riche en ressources stratégiques indispensables à la transition énergétique, l'approvisionnement des économies industrielles et dotées d'un potentiel démographique exceptionnel, est devenu un espace capital dans lequel se déroule une rivalité géopolitique intensive pour la puissance mondiale et le contrôle des ressources vitales. Les puissances émergentes y déploient des stratégies qui associent de manière rationnelle des investissements économiques massifs de la Chine, une coopération sécuritaire et une influence informationnelle de la Russie.

Cette compétition des puissances sur le sol africain offre une opportunité majeure aux États africains dans le choix de leurs partenaires politiques, diplomatiques et stratégiques, mais elle intensifie également la concurrence pour des acteurs moyens comme le Canada intégré dans le bloc occidental. En Afrique de l'Ouest, cette recomposition prend une allure institutionnelle et politique particulièrement marquée, elle se traduit, en effet, par l'émergence de l'Alliance des États du Sahel (AES), réputés pour sa dénonciation du fonctionnement des structures traditionnelles régionales ainsi que le mode opératoire des coopérations jugées asymétriques et contraignantes.

La nouvelle confédération composée du Mali, le Burkina Faso et le Niger traduisent une affirmation souverainiste assumée. Elle a fait l'objet de multiples sanctions sévères de la part de ses partenaires de premier plan à la fois régionaux, aux tensions avec certains partenaires occidentaux et à la volonté de façonner à nouveau les alliances sécuritaires. La rhétorique

anticoloniale et la critique de la conditionnalité démocratique rythment dorénavant une partie importante de la légitimité politique interne de ces régimes.

Pour le Canada, cet écosystème substantiellement modifié engendre automatiquement un dilemme stratégique majeur. En réalité, Ottawa a historiquement inscrit ses actions partenariales en Afrique dans une logique normative significative, entre la promotion de la démocratie, l'État de droit, la bonne gouvernance, l'égalité des genres et des droits de la personne, etc. Pourtant, dans un contexte géopolitique très critique dans lequel les principes libéraux sont perçus par les régimes sahéliens, y compris par les puissances émergentes comme des moyens d'ingérence néocolonialistes, leur application intégrale et rigide peut entraîner manifestement un recul de l'influence canadienne.

L'analyse que nous avons menée dans ce travail montre cependant que la marginalisation diplomatique et politique du Canada n'est ni une condamnation définitive ni une fatalité. Elle fournit d'ailleurs une occasion pour recalibrer sa politique étrangère et sa coopération à la demande politique conjoncturelle afin de résister aux séismes politiques que traverse le monde.

Le Canada dispose d'atouts indéniables : une image globalement positive, l'absence d'un passé colonial direct en Afrique de l'Ouest, une expertise reconnue en matière de développement, d'éducation, de gouvernance et d'innovation. Il bénéficie également d'une diaspora africaine dynamique sur son territoire, constituant un pont humain et culturel stratégique et vital.

Toutefois, ces atouts doivent s'inscrire dans une stratégie cohérente et durable. Le Canada ne peut plus se contenter d'une diplomatie exclusivement normative. Il doit conjuguer ses valeurs avec un pragmatisme stratégique accru. Cela implique un recalibrage du discours diplomatique afin de privilégier un langage de partenariat égalitaire, respectueux des sensibilités souverainistes. Cela suppose également une diversification des instruments d'influence : investissements structurants, coopération technologique, diplomatie scientifique, soutien aux systèmes éducatifs et appui au secteur privé local.

Il apparaît essentiel de comprendre les perceptions locales. Le recours aux concepts de néocolonialisme et de postcolonialisme dans ce travail n'avait pas pour objectif d'accuser, mais d'éclairer les représentations qui structurent les choix politiques des États sahéliens. Une politique étrangère efficace repose autant sur la légitimité des principes que sur leur réception par les partenaires. Si les politiques canadiennes sont perçues comme paternalistes ou asymétriques, leur efficacité sera limitée, quelle que soit leur pertinence normative.

En outre, la transformation de l'environnement stratégique mondial impose au Canada de repenser l'articulation entre sa politique africaine et sa politique de défense. L'intensification des rivalités entre grandes puissances, la fragmentation économique et la militarisation croissante des relations internationales exigent une vision intégrée. L'Afrique de l'Ouest, loin d'être périphérique, devient un espace où se cristallisent les tensions globales.

La coopération économique représente un levier central pour éviter une marginalisation durable. Les secteurs miniers, énergétiques, et éducatifs offrent des opportunités concrètes de partenariats mutuellement bénéfiques. La Zone de libre-échange continentale africaine constitue également un cadre stratégique que le Canada peut soutenir techniquement et exploiter commercialement. Une présence économique renforcée, alignée sur les priorités africaines, contribuera à consolider la crédibilité canadienne.

Par ailleurs, le Canada doit maintenir son engagement en faveur de la paix et de la sécurité, tout en adaptant ses modalités d'intervention. Plutôt qu'une approche perçue comme conditionnelle ou coercitive, une stratégie graduée, fondée sur le renforcement des capacités locales et le dialogue constant, pourrait favoriser une influence plus durable. En définitive, les relations entre le Canada et l'Afrique de l'Ouest se situent à un moment charnière. La guerre en Ukraine a accéléré la fragmentation du système international. Les BRICS+ incarnent une alternative structurée à l'ordre libéral. L'Alliance des États du Sahel redessine les équilibres régionaux. Ces dynamiques combinées imposent au Canada un effort d'adaptation stratégique profond.

Le défi pour Ottawa n'est pas seulement de préserver sa présence en Afrique, mais de redéfinir son rôle dans un monde multipolaire. Cela exige une vision à long terme, une constance diplomatique et une capacité d'écoute accrue. Le Canada devra continuer à promouvoir les principes qui fondent son identité internationale, tout en reconnaissant la pluralité des trajectoires politiques et les aspirations souverainistes des États africains. Ainsi, la redéfinition de la politique canadienne en Afrique de l'Ouest constitue un test stratégique majeur.

Elle révélera la capacité du Canada à conjuguer valeurs et réalisme, principes et pragmatisme, multilatéralisme et diversification des partenariats. Dans un environnement géopolitique profondément transformé, seule une approche équilibrée, cohérente et respectueuse permettra d'éviter une marginalisation durable et d'inscrire la coopération canado-africaine dans une dynamique renouvelée, stable et mutuellement bénéfique. Pour terminer, le travail a rencontré des obstacles importants, particulièrement l'aspect quantitatif qui nécessite de la récolte d'informations, des sondages et des discussions directes avec des acteurs décisionnels canadiens et sahéliens. La thématique aborde des questions très récentes qu'il faut encore approfondir dans les mois ou les années à venir en tenant manifestement compte de la disponibilité de quantités plus élevées de sources primaires.

BIBLIOGRAPHIE

Abrahamsen, R., & Chimhandamba, B. (2023). Canada and the African Union: Towards a shared agenda. *Canadian Journal of African Studies / Revue canadienne des études africaines*, 57(3), 731-747.

Abrahamsen, R., Chimhandamba, B., Chipato, F., Coppens, T., & Polet, F. (2025). L'Union africaine, le panafricanisme et le (dés-)ordre international libéral. *Alternatives Sud*, (2), 130-155.

AFP. (2026, 12 janvier). Trump promet encore de s'emparer du Groenland « d'une manière ou d'une autre ».AFP. (2026, 12 janvier). *Trump promet encore de s'emparer du Groenland « d'une manière ou d'une autre »*. <https://www.journaldemontreal.com/2026/01/12/trump-promet-encore-de-semparer-du-groenland-dune-maniere-ou-dune-autre>

Agenda 2063. (s. d.). Nos aspirations pour l'Afrique que nous voulons. Union africaine. https://au.int/sites/default/files/documents/36204-doc-agenda2063_popular_version_fr.pdf

Akemakou, N. (2022). *Autopsie de la vague des coups d'État en Afrique francophone (2020-2023)*. Afrique des Idées. <https://lafriquedesidees.org/wp-content/uploads/2023/10/Autopsie-de-la-vague-des-coups-dE%CC%81tat-en-Afrique-2020-2023.pdf>

Amin, S. (2002). Capitalisme et système-monde. *Sociologie et sociétés*, 24(2), 181-202.

Antoine, d'Evry. (2015). *L'opération Serval à l'épreuve du doute : vrais succès et fausses leçons*. Laboratoire de recherche sur la Défense.

Assemblée générale des Nations unies. (2022). Suspension du droit de la Fédération de Russie de siéger au Conseil des droits de l'homme.

Au Mali, les médias français RFI et France 24 définitivement suspendus. (2022, 28 avril). *Le Monde*https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/04/28/au-mali-les-medias-francais-rfi-et-france-24-definitivement-suspendus_6124002_3212.html

Banque africaine de développement. (2023, 29 novembre). L'Afrique, riche en ressources naturelles, n'a aucune excuse pour rester pauvre. <https://www.afdb.org/fr/news-and-events/press-releases/lafrrique-riche-en-ressources-naturelles-na-aucune-excuse-pour-rester-pauvre-selon-le-president-de-la-banque-africaine-de-developpement-66426>

Blanchfield, M. (2020, 2 février). Le Canada en retard pour obtenir un siège au Conseil de sécurité de l'ONU. *La Presse*.

Boehm, P. M., & Harder, P. (2025). Canada-Afrique : saisir une opportunité stratégique. Rapport du Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international. Sénat du Canada. [Canada.ca](https://www.canada.ca)

BRICS. (2025). About the BRICS. <https://brics.br/en/about-the-brics>

BRICS Portal. (s. d.). About BRICS. <https://brics.br/en/about-the-brics>

Brzezinski, Bz. (1997). *-Le Grand Echiquier: l'Amérique et le reste du monde*, Bayard Éditions.https://www.geopolintel.fr/IMG/pdf/Brzezinski_Zbigniew_-_Le_Grand_Echiquier.pdf

Canada, Affaires mondiales. (2018). Le Canada et l'Afrique. Gouvernement du Canada. https://www.international.gc.ca/world-monde/international_relations-relations_internationales/afrika-afrique/index.aspx?lang=fra

Canada, Affaires mondiales. (2023). Le Canada suspend l'aide directe au développement au gouvernement du Niger. Gouvernement du Canada. [Communiqué officiel](https://www.international.gc.ca/world-monde/international_relations-relations_internationales/afrika-afrique/index.aspx?lang=fra)

Césaire, A. (1955). Discours sur le colonialisme. Présence Africaine.
<https://www.larevuedesressources.org/IMG/pdf/CESAIRE.pdf>

Commission économique pour l'Afrique. (2025). Les ressources minérales essentielles de l'Afrique. Nations Unies. <https://www.uneca.org/fr/stories/les-ressources-min%C3%A9rales-essentielles-de-l%E2%80%99afrique%2C-une-aubaine-pour-le-commerce-intra>

Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). (2001). Protocole additionnel sur la bonne gouvernance et la démocratie.
<https://www.eisa.org/pdf/ecowas2001protocol1.pdf>

Canada, Affaires mondiales. (2024). Le Canada approfondit ses partenariats avec les pays et les institutions d'Afrique.

Canada, Affaires mondiales. (2025). *Stratégie du Canada pour l'Afrique : un partenariat pour une prospérité et une sécurité partagée*. <https://www.international.gc.ca/gac-amc/assets/pdfs/publications/africa-strategy-fr.pdf>

Confédération des États du Sahel. (2024). <https://aes.ml/a-propos-de-laes/>

Cornut, J. (2023). Les ajustements de la politique étrangère du Canada. *Questions internationales*, 123(7), 115-122.

Coulon, J. (2021). *Le Canada à la recherche d'une identité internationale*. Presses de l'Université de Montréal. 216 pages.
https://books.google.fr/books?id=UOFBEAAAQBAJ&printsec=frontcover&hl=fr&source=gbs_ge_summary_r&cad=0#v=onepage&q&f=true

Daroux, B. (2023, 14 juillet). *Le monde en questions - La guerre en Ukraine, un conflit idéologique entre démocratie et autoritarisme?* RFI § europe. <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/le-monde-en-questions/20230714-la-guerre-en-ukraine-un-conflit-id%C3%A9ologique-entre-d%C3%A9mocratie-et-autoritarisme>

Delanoë, I. (2023). Un « retour » inachevé : la relation entre la Russie et l’Afrique à l’épreuve de la guerre en Ukraine. *Paix et sécurité européenne et internationale*, Numéro 19, 3435. <https://doi.org/10.61953/psei.3435>

Delcourt, L. (2024). BRICS+ : une perspective critique. Dans *BRICS+ : une alternative pour le Sud global ?* (p. 7-29). Éditions Syllepse. <https://doi.org/10.3917/syll.cetri.2024.01.0007>

Deneuville, A. et Manet, M. (2025). Le sommet des BRICS+ à Rio : une recomposition de l’ordre mondial à bas bruit ? *Fondation Jean Jaurès*, 10. <https://hal.science/hal-05145616v1/document>

Diop, A. (2022, 18 octobre). Discours au Conseil de sécurité sur la situation au Mali. Nations Unies. [Nations Unies – Discours d’Abdoulaye Diop](#)

Dubé, D. (2022). *Construction du revanchisme russe en politique étrangère : comprendre l’annexion de la Crimée de 2014* [Université du Québec À Montréal].

Dumas, A. (2025, 14 octobre). Palestiniens tués : l’effroyable bilan de deux ans de génocide à Gaza - L’Humanité. <https://www.humanite.fr>. <https://www.humanite.fr/monde/armee-israelienne/67-869-palestiniens-tues-leffroyable-bilan-de-deux-ans-de-genocide-a-gaza>

Fanon, F. (1952). *Peau noire, masques blancs*. Éditions du Seuil. Préface (1952) et Postface (1965) de Francis Jeanson. Paris : Les Éditions du Seuil, 1952, 239 pp. Collection : La condition humaine. <https://marseille.demosphere.net/files/docs/f-542768d754-empty-fname.pdf>

Fanon, F. (1961). *Les damnés de la Terre*. François Maspero. [Open Library](#)

France 24. (2024). Donald Trump retire les États-Unis de 66 organisations. <https://www.france24.com/fr/plan%C3%A8te/20260108-donald-trump-retire-etats-unis-66-organisations-traite-de-reference-climat-cnucc-onu>

Fukuyama, F. (1992). *la fin de l'histoire et le dernier homme*, Flammarion. 452. <https://defenseetsecuriteinternationale.wordpress.com/wp-content/uploads/2013/12/fukuyama-la-fin-de-lhistoire-et-le-dernier-homme.pdf>

Goyet, G. (2025). L'aide au développement en contexte de polycrise : une voie féministe comme alternative durable? *Cahiers de recherche en politique appliquée*, 1(1), 26-44. <https://doi.org/10.17118/11143/22559>

Jackson, M. (2023). Bouleversement sur la politique internationale d'intervention militaire en Afrique : vers l'inéluctable hégémonie de la fédération de Russie ? *Revue Internationale du Chercheur*, 4(4). <https://www.revuechercheur.com/index.php/home/article/view/801>

Kamdoum, R. (2024). *L'Alliance des États du Sahel: Propositions pour Une Alternative au Modèle des Organisations Régionales Africaines*, 18. <https://inria.hal.science/hal-04734165>

Keita, D. (2025). *Analyse des sanctions de la CEDEAO face aux coups d'État au Mali (2020-2021) : Controverses et enjeux*. Ecole International de Montreal. https://ieim.uqam.ca/wp-content/uploads/2025/03/10_Regards-IEIM_Keita.pdf

Keita, Fodé-Moussa Keita. (2007). *Les sociétés minières canadiennes d'exploration et de développement du secteur de l'or : les impacts de leurs activités en Afrique de l'Ouest* [Mémoire, UQAM]. <https://archipel.uqam.ca/770/1/M9952.pdf>

Koungou, L. (2023). De l'initiative des pays du Champ à l'Alliance des États du Sahel : Le Sahel peut-il bâtir sa sécurité en marge de la coopération internationale ? *Revue Défense Nationale*, 865(10), 110-116. <https://doi-org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/10.3917/rdna.865.0110>.

Koungou, L. (2024). S'adapter ou partir : le dilemme de l'Occident militaire au Sahel. *Revue Défense Nationale*, 870(5), 103-108. <https://doi-org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/10.3917/rdna.870.0103>.

Lagneau, L. (2025). *En 2026, le budget militaire de l'Allemagne sera presque deux fois plus élevé que celui de la France*. *Zone Militaire*. <https://www.opex360.com> (article de presse/web)

Mbembe, A. (2006). Nécropolitique. *Raisons politiques*, 21(1), 29-60. <https://doi.org/10.3917/rai.021.0029>

Milord, A. (2023). La guerre en Ukraine : une expression violente de la contestation de l'ordre mondial libéral. *Cahier de l'ABICEP, Revue étudiante de Relations internationales et de Droit international*. https://www.abicepuqam.com/files/ugd/b75bb3_fbfd7e3ab2a74886afe588b9980630f3.pdf#page=11

Moravcsik, A. (1997). Taking preferences seriously: A liberal theory of international politics. *International Organization*, 51(4), 513-553. <https://doi.org/10.1162/002081897550447>

Pourrias, M. (2024). Transition vers un nouvel ordre : entre incertitudes et insécurités. Dans *Le Déméter* 2024 (p. 123-144). IRIS éditions. https://shs.cairn.info/article/IRIS_ABIS_2024_01_0123

Morris, N., Schlesinger, P. R. et Mandelsaft, G. (2000). Des théories de la dépendance aux théories de la résistance. *Hermès, La Revue*, 28(3), 17-33. <https://doi.org/10.4267/2042/14799>

Organisation des Nations Unies. (s. d.). *Charte des Nations Unies (version intégrale)* | Nations Unies. United Nations. United Nations. Récupéré le 20 novembre 2025 de <https://www.un.org/fr/about-us/un-charter/full-text>

Paquin, S. (2025). Trump et le vieux « rêve américain » d'annexer le Canada. *IdeAs. Idées d'Amérique*, (26).

Abrahamsen, R., Chimhandamba, B., Chipato, F., Coppens, T. et Polet, F. (2025). L'Union africaine, le panafricanisme et le (dés-)ordre international libéral. *Alternatives Sud*, (2), 130-155. https://shs.cairn.info/article/SYLL_CETRI_2025_02_0130

Prudence, B. K. (2023). L'Afrique, un espace de projection et d'affirmation de la puissance renouvelée de la fédération de Russie. *Revue Internationale du Chercheur*, 4(3). <https://www.revuechercheur.com/index.php/home/article/view/682>

Sadio, A. (2019). *Conditionnalité politique de l'aide publique au développement des partenaires occidentaux à l'Afrique : analyse des actions françaises en Afrique subsaharienne*. [Theses, Normandie Université ; Université Cheikh Anta Diop (Dakar, Sénégal ; 1957-....)]. <https://theses.hal.science/tel-02279173>

Said, E. W. (1977). Orientalism. *The Georgia Review*, 31(1), 162-206. <https://www.jstor.org/stable/41397448>

Sinaly, K. et Boulghalagh, M. (2025). L'Alliance des États du Sahel (AES) : Fruit de l'échec de la communauté internationale. *Revue Internationale de la Recherche Scientifique (Revue-IRS)*, 3(1), 100-119. <https://doi.org/10.5281/zenodo.14677115>

Sissoko, É. F. (2025). Bilan de wagner au sahel (2020–2025) : Entre mirage sécuritaire et réalité politique. Une évaluation critique du cas malien. *Revue Internationale de la Recherche Scientifique (Revue-IRS)*, 3(4), 3822-3838. <https://doi.org/10.5281/zenodo.16693928>

Sissoko, E. F., & Dembélé, K. (2023). *Analysis of the consequences of ECOWAS economic sanctions in 2022: Examination of indebtedness and macroeconomic stability in Mali*. HAL Open Science. <https://doi.org/10.5281/zenodo.10428244>

Sogodogo, A. (2024). *Alliance des États du Sahel : défis et perspectives*. Friedrich-Ebert-Stiftung.

Tellenne, C. (2023). «L'OTAN est en état de mort cérébrale.». *Idées reçues*, 211-221. https://shs.cairn.info/article/LCB_TELLE_2023_01_0211

Valdaï. (2022, 27 octobre). *The 19th Annual Meeting of the Valdai Discussion Club. A Post-Hegemonic World: Justice and Security for Everyone*. Valdai Club. <https://valdaiclub.com/events/announcements/19th-annual-meeting-of-the-valdai-club-world-after-hegemony/>

Vercueil, J. (2023). Les sanctions occidentales et l'économie russe:Évaluer l'efficacité à plusieurs échelles. Dans *Ramses 2024* (p. 192-195). Dunod. <https://doi.org/10.3917/dunod.montb.2023.01.0192>

Vercueil, J. (2024). *Quatre scénarios d'évolution pour le groupe des BRICS+*. *Futuribles International, Vigie Analyse prospective*. HAL Open Science. <https://hal.science/hal-04764032v1>

Zevounou, L. (2022). Mali, les sanctions de la CEDEAO sont illégales. *Bulletin du CODESRIA*, (1), 19-38. <https://shs.hal.science/halshs-03683146>

